



Etendre les opportunités, Impacter les vies

**Document stratégique pays RD Congo
2021 - 2025**

**Etendre les opportunités, Impacter les vies :
Document de stratégie en RDC 2021-2025**

©ActionAid RD Congo (AA RDC)
Tous droits réservés.

Publié en Décembre. 2021.

Crédits des photos : ActionAid RD Congo

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous toute forme que ce soit ou par autre moyen, sans l'approbation écrite de AA RDC. Cependant, les lecteurs sont libres de l'utiliser à des fins non commerciales avec une reconnaissance propre de AA RDC et avoir reçu une copie de toute publication produite sous son assistance.

Les références à une zone géographique particulière ne cherchent pas à impliquer une opinion et/ou faire un jugement sur le pouvoir ou sur autre statuts du territoire. En outre, les noms des entreprises ou des produits commerciaux, si cités, ne veut pas dire que leur responsabilité ou leur échec de mentionner une autre personne n'est pas un signe de désapprobation.

Préface

Le document stratégique du pays (2021-2025) a comme objectif de guider la transformation d'Actionaid République Démocratique du Congo (AA RDC) afin de devenir consistant avec un impact durable pour atteindre sa mission. Il fournit une orientation stratégique à un mandat et la position de la population plus ciblées pour répondre aux besoins stratégiques et immédiats des communautés en consolidant efficacement son programme, son plaidoyer et sa réponse à la politique, et contribuer plus largement à la réponse humanitaire et à la discussion. C'est le document de la deuxième stratégie du Programme Pays (PP).

Au cours de trois dernières années, AA RDC a revigoré et s'est repositionnée comme un acteur humanitaire clé après des défis institutionnels et des épreuves techniquement difficiles, et suffisamment puissants pour tronquer l'existence du Programme Pays dans la stratégie précédente. Il y a une assurance substantielle et des potentiels pour le Programme Pays de devenir l'un des centres de programmation humanitaire durable, de politique et plaidoyer humanitaire pertinents et imputables dans Actionaid.

AA RDC priorise la sécurité et la dignité des populations touchées par la crise comme une responsabilité fondamentale au-delà de l'aide humanitaire dans la mise en œuvre de cette stratégie. L'approche de ce CSP sera donc guidée par les principes humanitaires, la neutralité, l'impartialité, l'Indépendance reconnus au niveau global ainsi que les quatre composantes clés de la signature humanitaire de l'Actionaid : 1) l'accès au pouvoir par tous ; 2) le leadership féminin; 3) la redevabilité aux communautés affectées; soutenue 4) résilience et durabilité. Pour accomplir son mandat, AA RDC donnera la priorité au travail direct avec les familles et les communautés d'accueil, des personnes autochtones défavorisées (pygmées), des enfants non accompagnés et séparés, des filles adolescentes, des personnes handicapées touchées par la crise, des femmes rurales produisant en petite quantité en agricultures, des jeunes, des déplacés internes, des réfugiés et des retournés.

AA RDC croit que l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté peuvent être garanties grâce à des mécanismes efficaces de protections, de redevabilité et de la responsabilisation menées par la communauté et les femmes soutenues par des moyens de subsistance durables et résilients. Ceci est réalisé grâce à une action individuelle et collective énoncée chez les personnes touchées par la crise de déplacer et défier un pouvoir inégal et injuste du niveau des ménages aux niveaux local, national et international. Cela garantira une modification du système qui transformera la programmation et les réponses internationales pour renforcer la résilience des personnes touchées par la crise. Le cadre de programme d'ActionAid RDC dans la période du CSP sera axé sur le travail humanitaire pour réaliser l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté en renforçant la résilience des personnes préoccupantes, des communautés et des groupes de personnes de préoccupation pour répondre aux chocs et au stress. Le cadre constituera la base de l'encadrement et de la définition des interventions pour se concentrer sur les facteurs de vulnérabilité économique, climatique et sexiste.

Dans ses priorités de programme, AA RDC soulignera systématiquement comment la crise climatique et la crise économique (re)créent la vulnérabilité, exacerbant l'impact des crises humanitaires et devenant des obstacles importants pour aider les communautés à mieux rebondir. AA RDC continuera à utiliser ces crises comme des opportunités pour soutenir le changement de système plus large préconisé par ActionAid en démontrant que le changement de système est essentiel dans l'architecture humanitaire en se concentrant sur trois priorités de programme :

- 1) Améliorer la sécurité, la dignité et l'autonomisation des personnes concernées afin de réduire les risques de protection ;**
- 2) Accroître l'accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous les enfants, en particulier ceux touchés par des conflits, et**
- 3) Etablir et renforcer des systèmes durables de soutien aux moyens de subsistance résilients**

Au cours de la période stratégique, AA RDC soutiendra l'expansion géographique en tant que partie essentielle de l'ajustement à une nation en évolution rapide, nous aidant à sécuriser les ressources, les partenariats, les compétences et l'influence politique pour réaliser nos ambitions stratégiques. L'expansion dans des nouvelles zones sera basée sur des zones ayant un potentiel d'influence politique, d'impact du programme et de mobilisation de ressources, des partenariats pertinents pour faire avancer notre mission et nos objectifs d'accroître la crédibilité générale, la visibilité et le profil des AA RDC.

AA RDC maintiendra également sa présence virtuelle et physique dans les zones où elle opère depuis plus de 6 mois. AA RDC cherchera à consolider sa position d'acteur dynamique, efficace, durable et un programme pays viable, avec une valeur ajoutée claire en externe et en interne, enfin de mettre en œuvre cette stratégie à travers les stratégies habilitantes énumérées ci-dessous :

- Amélioration du leadership et de la gouvernance de l'organisation ;
- Améliorer la communication et diversifier les financements ;
- Améliorer la gestion financière pour accroître l'efficacité et promouvoir la recevabilité et la transparence ; and
- Améliorer la cohérence et la qualité du programme pour la redevabilité et l'apprentissage

En reconnaissant que le risque est inhérent à la réponse humanitaire et dans le contexte de la RDC, certains des risques identifiés incluent le risque contextuel, programmatique, institutionnel, financier, réputationnel et juridique.

Des reconnaissances importantes sont des membres du personnel et des parties prenantes pour leurs contributions à la réalisation de cette stratégie et, de manière significative, l'immense soutien continu des partenaires de développement chez AA-RDC.

Yakubu Mohammed Saani,
Directeur Pays - ActionAid RDC

List e de Figures (images)

Figure1 : Carte de la RDC indiquant les provinces opérationnelles AA RDC	6
Figure 2: Principes Humanitaires	16
Figure 3: Signature Humanitaire d'ActionAid	16
Figure 4: Cadre de Programme	18
Figure 5: Projections des revenue (2021-2025)	34
Figure 6: Classification des couts naturels (2021-2025)	35

Liste des tableaux

Table 1 : Projections des revenus (2021-2025)	34
Table 2 : Classification des couts naturels (2021-2025)	35
Table 3: Cadre de MEAL	37
Table 4 : Matrice (tableau) de risque	42



TABLE DES MATIERES

Preface	2
Liste des figures(images)	4
Liste des Tableaux	4
Introduction	6
Context en RDC	7
Context Externe	7
Context Interne	12
Réalizations et leçons tirées	13
Notre Identité	14
Valeurs Centrales	14
Approche	15
Avec qui nous travaillons	17
Cadrer notre travail	18
Théorie de changement	19
Hypothèses	19
Priorités de Programme	20
<u>Priorité de programme1: Améliorer la sécurité , la dignité et l'autonomisation des personnes cibles afin de réduire le risque de protection.</u>	21
<u>Priorité de Programme 2: Augmenter l'accès a un environnement d'apprentissage sure et de qualité Pour tous les enfants, en particulier ceux affectes par le conflit</u>	23
<u>Priorité de Programme3: Etablir et renforcer le soutien de moyen de subsistance et résilience durable</u>	25
Partenariats	27
Croissance du Programme et durabilité	28
Priorités organisationnelles et changements	29
Priority1:Amelioration du leadership and gouvernance de l'organisation	30
Priority2:Ameliorer la communication et diversifier le financement	31
Priority3: Améliorer la gestion financière pour améliorer l'efficacité et la promotion	32
Priority4:Amelioration de la cohérence du programme et de la qualité pour la redevabilité et l'apprentissage	33
Projections Financières	34
MEAL	37
Analyse des risques	42
Acronymes et abréviations	46

Introduction

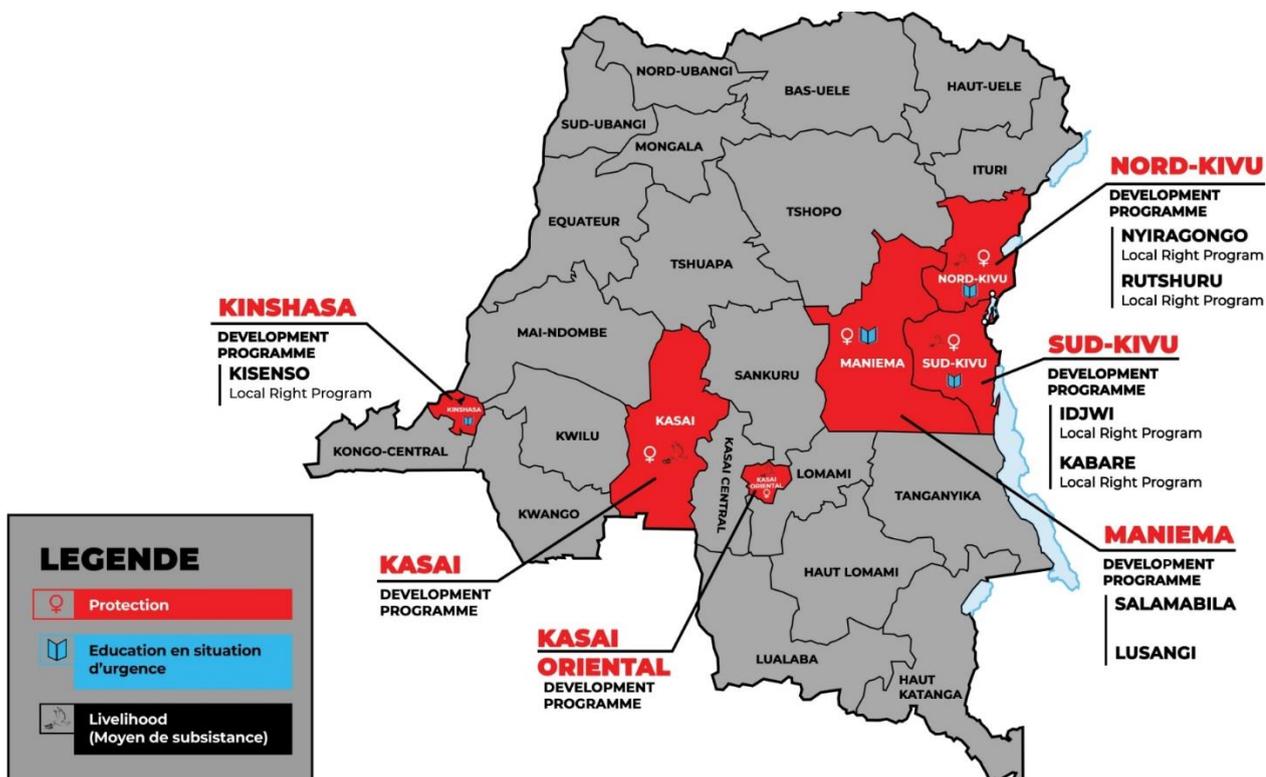
Ce document stratégique pays (2021-2025) est destiné à guider la transformation d'ActionAid en République Démocratique du Congo (AA RDC) pour qu'elle devienne plus pertinente, percutante et durable pour accomplir sa mission. Il fournira une orientation stratégique à un mandat et à une niche plus ciblées pour répondre aux besoins stratégiques et immédiats des communautés en consolidant efficacement son programme, son plaidoyer et sa réponse politique et en contribuant largement à la réponse et au discours humanitaires. Il s'agit du deuxième document de stratégie du programme pays (PP). Entre les deux stratégies se trouvaient un programme et un plan de viabilité financière (2018-2020) qui visaient à faire de AA RDC une organisation financièrement viable et durable avec des emprunts observables et des modèles pour promouvoir l'égalité des sexes et la justice sociale en RDC.

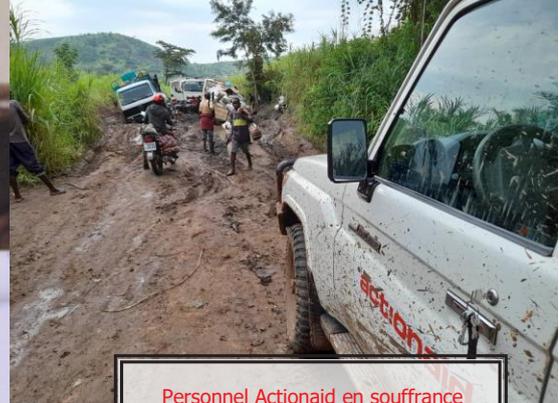
Et durable dans lequel chaque personne a droit à une vie digne, libérée de la pauvreté et de toutes les formes d'oppression. Guidé par des principes et des approches féministes et fondés sur les droits humains, ainsi que par des principes et normes humanitaires fondamentaux, AA RDC cherche à ce que chaque personne concernée dans ses programmes puisse vivre dans la dignité et libérée de toutes les formes d'oppression.

L'opération d'ActionAid International en RDC a commencé en 1987 en fournissant des secours aux réfugiés Burundais qui avaient traversé la ville Est d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu venant du Burundi. En 2002, elle a obtenu le statut légal pour fonctionner dans le pays. Plus tard en 2006, elle a obtenu le statut légal pour fonctionner dans le pays. Depuis lors, AA RDC a étendu ses activités et travaille actuellement au Nord et au Sud-Kivu, Kasai Oriental, Maniema et Kinshasa comme le montre la carte de la RDC en bas.

AA RDC fait partie de la Fédération Internationale ActionAid qui travaille actuellement dans 45 pays à travers le monde avec la vision d'un monde juste, équitable.

Figure1 : Carte de la RDC indiquant les provinces opérationnelles AA RDC





Personnel Actionaid en souffrance dans la boue et dans l'inondation du lac Tanganyika



CONTEXTE EN RDC

Contexte Externe

Géographie

La RDC est le plus grand pays francophone en Afrique. Elle est dotée de vastes ressources naturelles et compte plus de 80 millions d'habitants, dont moins de 40% vivent en milieu urbain. Le pays est entouré par 9 autres pays Africains : l'Angola, la République du Congo, la République Centrafricaine, le Soudan, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la Zambie. Chacun de ses voisins est confronté à des défis variés, allant d'une gouvernance démocratique insensible et médiocre, des conflits, la politique instable, des défis économiques et sanitaires qui peuvent avoir un impact sur la vie et les moyens de subsistance des habitants de la RDC. La fourniture de services publics par le gouvernement de la RDC est très limitée. Les trois décennies de règne de Mobutu se sont accompagnées d'un déclin de la croissance économique et d'une détérioration extraordinaire des infrastructures et des services de base dans ce vaste pays, surtout dans les zones rurales.

Contexte politique

La RDC se remet encore d'une série de conflits qui ont éclaté dans les années 1990, créatrice d'une crise économique et sociale prolongée. Joseph Kabila a été chef de l'Etat entre 2001 et 2019.

Élections présidentielles et législatives, prévues pour novembre 2016, ont été reportées à 30 décembre 2018, pour faciliter une refonte de la liste électorale. Félix Antoine

Tshisekedi—le fils d'Etienne Tshisekedi, l'ancien chef de l'opposition—a obtenu 38,5 % des voix et a été déclaré vainqueur par la Commission électorale nationale indépendante. Participation politique des femmes est limitée. La révision de 2015 de la loi électorale a supprimé le quota de 30 % pour les femmes, ce qui pourrait être considéré comme un défi à l'augmentation du nombre de femmes participation politique. Le niveau provincial et local avait une représentation encore plus faible des femmes dans la vie politique, les affaires économiques et administratives. En 2017, il n'était qu'une femme parmi les 26 chefs d'exécutif provinciaux ; en 2015, 43 des 684 représentants provinciaux (6,2 %) étaient des femmes. Dans l'actuel l'Assemblée nationale et les assemblées provinciales, les femmes membres représentent environ 10 pour cent des, contre 18 % au Sénat. Non femme a été élue gouverneure lors des dernières élections, bien que trois femmes soient deux gouverneurs adjoints.



Groupe de moyens de subsistance au Nyragongo - Province du Sud Kivu

Contexte économique

Après avoir atteint 5.8% en 2018, la croissance économique a ralenti à 4.4% en 2019, en raison de la baisse de prix des matières premières, notamment du cobalt et du cuivre, qui représentent plus de 80% des exportations du pays. La RDC possède plus de 80 millions d'hectares de terres arables et plus de 1 100 minéraux précieux répertoriés, estimés à 24 000 milliards de dollars de ressources minérales inexploitées. Le commerce de minerais fournit des moyens financiers aux groupes pour opérer et acheter des armes. Bien que la RDC ait engagé des réformes visant à renforcer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et à améliorer le climat des affaires, le pays est classé 184^e sur 190 pays dans le rapport Doing Business (Faire les Affaires) 2019 sur la réglementation des affaires et doit relever une multitude de défis s'il veut attirer des investisseurs dans des secteurs clés. La pandémie de Coronavirus (COVID-19) a déclenché une récession économique (-1.7%) en 2020, résultant de la baisse des exportations causée par le ralentissement économique mondial.

Pauvreté

La RDC se classe 135^e sur 157 pays en ce qui concerne le capital humain, avec un indice de capital humain de 0.37%, ce qui est inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0.40). Cela signifie qu'un enfant ne aujourd'hui sera à 37% moins productif à l'âge adulte qu'un enfant qui a reçu une éducation complète et des soins de santé appropriés. Les enfants congolais passent en moyenne 9.2 ans à l'école et 43% des enfants souffrent de malnutrition. Alors que les femmes congolaises vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 51.3% des hommes. Selon la Banque mondiale (2020), 43% des ménages ont accès à l'eau potable (69% en milieu urbain, 23% en milieu rural) et seulement 20% ont accès à l'assainissement. La RDC se classe systématiquement parmi les pays les plus sous-développés du monde. Bien que les statistiques soient difficiles à obtenir en raison de la nature de la RDC, on estime que près de 80% de la population du pays vit dans l'extrême pauvreté (Le projet de Borgen, 2020).



Personnes déplacées internes
dans le territoire de Fizi

Contexte Sécuritaire

Les origines de la violence actuelle en RDC se trouvent dans la crise massive des réfugiés et les retombées du génocide de 1994 au Rwanda. Après que les génocidaires hutus se sont enfuis vers l'est de la RDC et aient formé des groupes armés, des Tutsis opposés et d'autres groupes rebelles opportunistes sont apparus. Le gouvernement congolais a été incapable de contrôler et de vaincre les différents groupes armés, dont certains menaçaient directement les populations des pays voisins, et la guerre a finalement éclaté. Selon le Kivu Security Tracker, qui documente les violences dans l'est du Congo, les assaillants, y compris les forces de sécurité de l'État, ont tué au moins 720 civils et enlevé ou kidnappé contre rançon plus de 1 275 autres au Nord-Kivu et au Sud-Kivu en 2019. Territoire de Beni, Nord-Kivu province, est restée un épicentre de violence, avec environ 253 civils tués dans plus de 100 attaques par divers groupes armés, dont les Forces démocratiques alliées (ADF). Au moins 257 civils ont été kidnappés dans le territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu, souvent par des groupes armés.

Les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira au Sud-Kivu ont été le théâtre de combats entre le groupe armé principalement ethnique Banyamulenge Ngumino et des groupes d'autodéfense alliés, et des groupes Maï Maï, comprenant des combattants des communautés Bafuliro, Banyindu et Babembe, avec des civils souvent pris au milieu. Les affrontements entre groupes armés dans les hauts plateaux du Sud-Kivu ont augmenté en février 2019, déplaçant environ 200 000 personnes au cours des mois suivants. Il y a de plus en plus de témoins de groupes armés prenant en embuscade et dévalisant des convois humanitaires et enlevant des travailleurs humanitaires contre rançon. Les opérations militaires, les attaques répétées contre la population locale et l'intensification des combats ailleurs entraînent un afflux de déplacés internes et créent des difficultés pour maintenir une capacité de réponse appropriée. L'insécurité entrave l'accès de la population aux services et à l'aide, car les attaques déplacent souvent les habitants des villes et des villages vers la forêt et d'autres zones reculées.

Le Dynamisme social, culturel et le Genre

La RDC est un pays multiethnique avec quelque 250 groupes ethniques, dont plusieurs groupes autochtones pygmées. Sept cents (700) langues et dialectes locaux ont été identifiés, mais il existe quatre langues nationales : le kikongo, le tshiluba, le kiswahili et le lingala. Le français est la langue officielle. Historiquement, les hommes congolais ont été traités avec respect et se sont vu confier des postes d'autorité plus souvent que les femmes congolaises. La façon dont une femme est traitée au Congo dépend de son environnement immédiat et de son origine ethnique.

La violence à l'égard des femmes est endémique en raison de divers facteurs, notamment les attitudes discriminatoires à l'égard des femmes, les coutumes dépassées, les conceptions de la sexualité, la faiblesse des systèmes juridiques et judiciaires, la culture du silence des victimes et l'impunité des auteurs (ACHPR, 2015 ; Département d'Etat, 2017 ; CEDAW, 2013). Dans les zones rurales, la maltraitance des enfants et des nourrissons liés aux conflits est répandue en raison des croyances traditionnelles selon lesquelles nuire aux enfants ou dormir avec des vierges pourrait apporter de la richesse et/ou offrir une protection contre la mort en cas de conflit (US Department of State, 2017 ; ACHPR, 2015). Malgré les engagements du pays envers la résolution 1325 des Nations Unies sur la sécurité (RCSNU 1325), qui est la première résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) pour traiter spécifiquement des questions de genre et des expériences des femmes dans les situations de « conflit » et « après-conflit », les menaces et le recours à la violence physique persistent dans la vie quotidienne de la plupart des filles et des femmes, le viol étant couramment utilisé comme tactique de guerre. En 2018, plus de 35 000 cas de violences sexuelles ont été enregistrés, la plupart dans l'Est. Pendant l'épidémie de COVID-19, la violence a augmenté de 99% dans la province du Nord-Kivu.

Les normes de genre restreignent l'accès des femmes aux ressources et aux biens – par exemple, les biens obtenus dans le cadre d'un mariage sont enregistrés au nom du mari et sont considérés comme des biens du mari, de ses parents et de ses frères. Légalement, les biens matrimoniaux sont administrés par le mari, et les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes droits de propriété sur les biens immobiliers. Les femmes peuvent hériter conformément à la loi, mais ne peuvent pas posséder de maison en raison des normes sociales en vigueur. Les femmes ne sont pas légalement reconnues comme chefs de famille et il n'y a aucune interdiction de discrimination fondée sur l'état matrimonial dans l'accès au crédit.

Selon Médecins du Monde (2020), trois grossesses sur cinq ne sont pas désirées dans tout le pays et une fille sur quatre tombe enceinte pour la première fois avant l'âge de 19 ans. Les jeunes et les personnes déplacées ont un accès limité aux services de santé sexuelle et reproductive. L'accès à la contraception est illégal pour les mineurs et l'avortement n'est autorisé qu'à des fins médicales. Environ une naissance sur 100 entraîne la mort de la mère. Malgré cela, les questions de santé sexuelle et reproductive des adolescents sont politiquement et socio-culturellement sensibles. Pour répondre à la situation, le gouvernement a lancé une révision de la Stratégie nationale de lutte contre la violence sexiste (SNVGB) en août 2020. La SNVGB révisée contient une nouvelle définition qui englobe tous les aspects de la VBG, y compris la violence domestique. La spécificité de la violence sexuelle et sexiste (SGBV) dans les situations humanitaires est également prise en compte. Cette stratégie a été initialement lancée en 2009.



Femmes développant leurs plans de protection



Etape transversale des IPD déplacées

Crise Humanitaire

On estime qu'il y a 5,2 millions de personnes déplacées en RDC, le deuxième plus grand nombre de personnes déplacées dans monde. La RDC accueille également 527 000 réfugiés des pays voisins. Les conflits armés et la violence, les épidémies, les catastrophes soudaines et l'impact socio-économique du COVID-19 ont considérablement exacerbé les vulnérabilités déjà existantes dans un contexte marqué par un manque structurel d'accès aux services essentiels. En raison de la crise humanitaire étendue et complexe, 19,6 millions de personnes auront besoin d'assistance et de protection en 2021, contre 15,6 millions au début de 2020. En lien avec cela, il existe une prévalence élevée de malnutrition aiguë sévère chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Des inquiétudes ont également été soulevées concernant la prévalence des risques de protection et le fait que la plupart des services sociaux et la construction d'infrastructures ont été affectés par les conflits. La pandémie de COVID19 a également exposé les femmes, les adolescentes et les enfants à des travaux agricoles et de terrains supplémentaires et à une augmentation des responsabilités de travail non rémunéré, augmentant leur risque de transmission de maladies.



Enfants soutenus avec un repas nutritif par un groupe de femmes de subsistance

En outre, cela a accru le risque de se livrer à la prostitution afin de contribuer aux revenus de leurs familles, ce qui les expose à leur tour à des risques de violence sexuelle et physique. La RDC s'est inscrite à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, désormais connue sous le nom de Gavi ; Vaccine Alliance COVAX, une initiative mondiale qui vise à permettre un accès équitable aux vaccins COVID-19, en particulier pour les pays à revenu intermédiaire et faible.



Contexte Interne

Au cours des trois dernières années, AA RDC s'est revigoré et repositionné en tant qu'acteur humanitaire clé après des défis institutionnels et techniques difficiles suffisamment forts pour tronquer l'existence du PC dans la stratégie précédente. Le programme de pays a exploré de nouveaux domaines qui traitent de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence. Il y a donc une assurance substantielle et potentiels pour que le CP devienne l'un des centres de programmation, de politique et de plaidoyer humanitaires pertinents, percutants et durables au sein d'ActionAid.

L'exercice d'examen du modèle de pays (CMR) d'ActionAid International mené par la fédération dans le cadre des processus de changement organisationnel a mis au défi les PC comme la RDC de réexaminer leurs systèmes et leurs modes de fonctionnement pour être en mesure de répondre rapidement aux problèmes qui affectent les personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion tout en renforçant sa résilience à un contexte toujours difficile et changeant. L'immensité et la complexité du pays obligent le CP à adopter un modèle satellitaire adapté au contexte de la RDC. Le modèle satellite exige que le CP concentre ses priorités et adopte des mesures financières durables avec une dépendance financière minimale vis-à-vis de la Fédération ActionAid. La période du CSP verra la mise en œuvre complète du modèle satellite et partagera les apprentissages pour la prise de décision et l'adaptation à l'échelle de la fédération.

Il est évident que le gouvernement de la RDC, du niveau local au niveau provincial, apprécie ce que AA RDC fait au niveau communautaire et territorial pour permettre aux femmes, aux hommes, aux jeunes et aux filles de partager leurs perspectives et leurs idées féministes transformatrices sur toutes les activités allant de la conception, la mise en œuvre, suivi et évaluation pour s'assurer qu'aucun groupe spécifique n'est désavantagé dans la riposte.

Les interventions d'AA RDC ont créé des conditions qui facilitent les possibilités d'autonomisation des femmes et assurent une programmation sûre et digne pour tous les groupes vulnérables et les populations cibles.

L'engagement d'ActionAid à garantir des exigences minimales de sécurité et de sûreté fait également partie du devoir de diligence d'ActionAid envers son personnel et les organisations partenaires. La politique de sûreté et de sécurité du personnel décrit comment les risques de sûreté et de sécurité auxquels le personnel d'ActionAid et les autres personnes travaillant sous ses ordres sont exposés pendant l'exécution de son travail doivent être gérés dans l'ensemble de la Fédération ActionAid. Grâce à ses systèmes internes de gestion de la sécurité et de la sûreté, AA RDC surveille de près le contexte régional, national et local et reçoit quotidiennement des informations sur la sécurité du Forum des OING, de l'Organisation de sécurité des OING (INSO) et de l'OCHA. Les informations relatives à la sécurité du personnel sont partagées et communiquées à notre personnel et à nos partenaires locaux par divers moyens. De plus, AA RDC collabore étroitement avec d'autres organisations nationales et internationales, les communautés locales et les autorités locales, régionales et nationales sur la sécurité du personnel.

Les politiques de sauvegarde et de SHEA ont été traduites en français, et seront bientôt traduites en swahili, pour familiariser le personnel avec les dispositions des politiques et une formation a été dispensée à tout le personnel, à la fois à Kinshasa et dans les bureaux extérieurs. Les dix principes de base des principes féministes d'ActionAid ont été déployés et les principes se reflètent dans les méthodes de travail de tout le personnel.

Réalisations et Leçons tirées

Over the last three years, when the Programme and Financial Sustainability Plan was implemented, AA DRC made gains in transforming the lives of persons of concern through which several lessons were learned to inform programme and organizational decisions to increase ActionAid's impact and relevance in the DRC.

Réalisations

- Increased protection of women and girls through monitoring and documentation of 3,350 SGBV cases and response to 2,500 SGBV cases in close collaboration with service providers, women's groups and community protection monitors.
- Secured accessible and fertile farmland for 400 peri-urban and 5,000 rural women and IDPs.
- Increased access to education for over 15,000 children, especially IDPs, returnees and refugees, through provision of gender responsive and safe school infrastructure. Training of teachers and parents' committees and provision of teaching and materials.
- Increased alternative livelihood opportunities for 10,000 persons of concern through cash-based interventions, capacity building trainings and formation of cooperatives.
- Supported local women's groups to establish self-led collectives that have enabled progress towards their economic empowerment and community-based protection programmes.
- Expanded programmes to cover more provinces, especially in the Kasais, Maniema and more territories in the East of the DRC.
- AA DRC has changed its operating model to a satellite model (operating with minimal financial dependence on the AAI Federation) with a focus on humanitarian programming around preparedness, prevention, recovery and resilience.

Leçons tirées

- To guard the reputation of the ActionAid federation, there is the need for federation leadership to provide adequate oversight over the country programme while AA DRC should have sufficient autonomy to define and implement their priorities.
- AA DRC made considerable efforts to turn around its deplorable situation by focusing on financial sustainability, programme quality and impact, as well as effective teamwork with motivated and skilled personnel and visibility at all levels.
- The ability to draw on support and expertise from the Global Secretariat and peers to quickly respond to crises is an asset in humanitarian programming and response.
- Representation of members of the AA DRC Women's Forum in the Country Management Team does not only increase women participation in leadership; it also ensures the analysis of issues and decisions from a transformative feminist perspective.
- The operational context of where programmes are implemented is not only insecure but expensive. Cost of doing business in DRC is very high due to lack of infrastructure and the vast nature of the country.
- Despite political instability witnessed in the country where general elections were postponed on two occasions, AA DRC implemented its interventions with less disruption. Clarity of organizational mandate with a clear contingency plan contributed to this.
- There exist opportunities for fundraising, especially for humanitarian programming, policy and advocacy work.
- There are opportunities for strategic partnership with women IDPs and their organisations to lead in humanitarian preparedness, prevention, recovery and resilience.

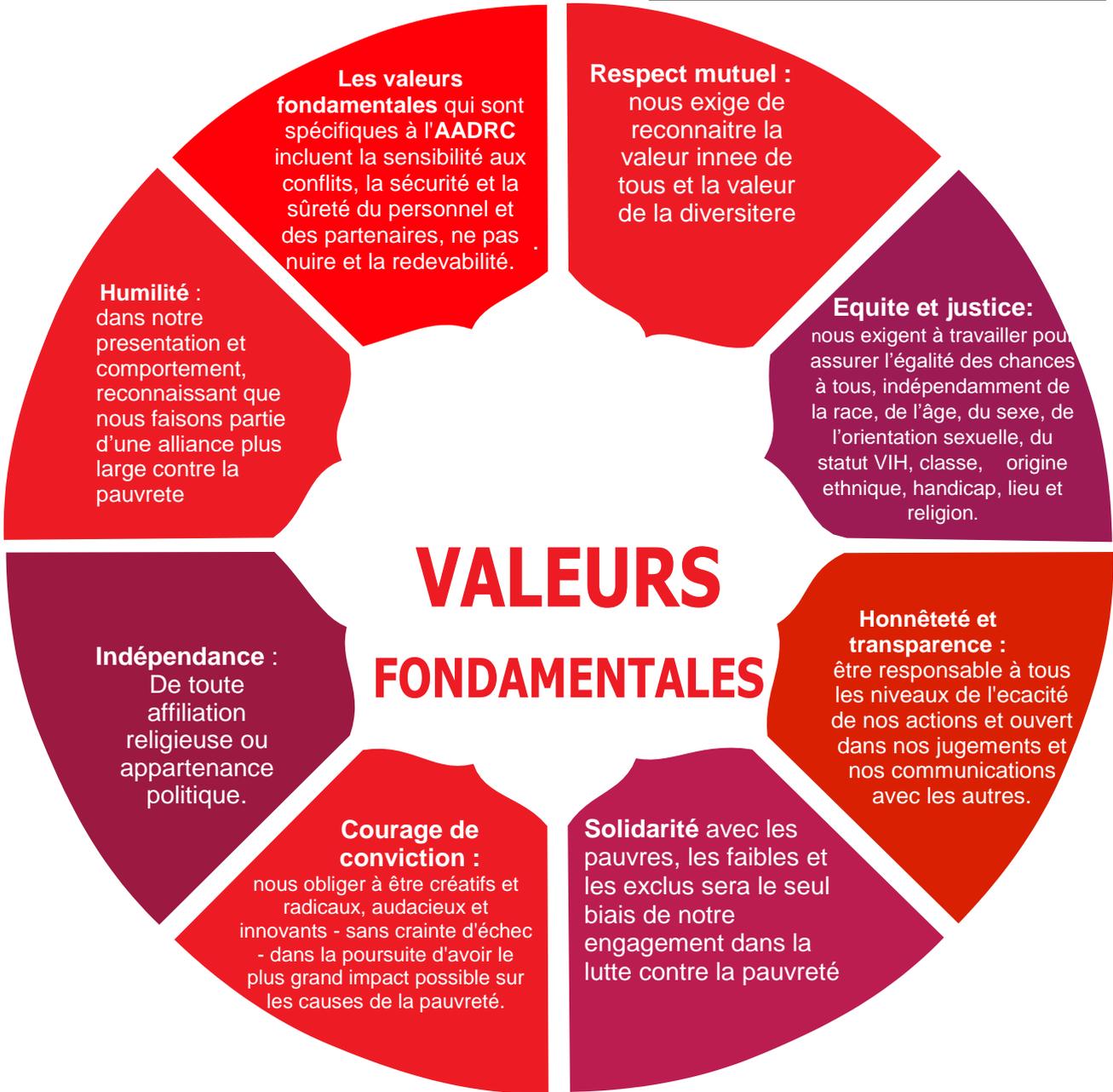
Notre Identité

Vision

“Un monde sans pauvreté ni injustice dans lequel chaque personne jouit de son droit à une vie digne”.

Mission

“Travailler avec les personnes touchées par la crise pour éradiquer la pauvreté et l’injustice”. Le mandat d’AA RDC est de travailler avec les personnes touchées par une crise humanitaire pour éradiquer la pauvreté et l’inégalité entre les sexes en plaçant les femmes et les jeunes au premier plan des programmes de préparation aux catastrophes, de réponse et de renforcement de la résilience et en renforçant les efforts localisés des femmes et des jeunes qui sont touchés par crise”





L'équipe ActionAid interagit avec l'équipe ECHO à Baraka

Approche

C'est notre conviction fondamentale que la pauvreté est un déni et une violation des droits humains et que toutes les interventions sont guidées par des processus et des principes qui placent les populations touchées par la crise au centre du changement de pouvoir et du délogement des systèmes et structures qui perpétuent la pauvreté. AA RDC donne la priorité à la sécurité et à la dignité des populations touchées par la crise comme une responsabilité fondamentale au-delà de l'aide humanitaire. Le respect des droits humains fondamentaux et des principes de protection font donc partie de la manière dont nous exerçons notre travail.

Notre approche sera donc guidée par les principes humanitaires mondialement acceptés d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance et les quatre composantes clés de la signature d'ActionAid :

- Transfert du pouvoir
- Leadership des femmes
- Redevabilité envers les communautés affectées, étayée par
- La résilience et la durabilité

Ceux-ci sont représentés sur les figures 2 et 3.

Cette approche favorisera, permettra et soutiendra le rôle, l'agence et le leadership des personnes concernées, en particulier les femmes et les jeunes, dans toutes les actions, et leur représentation dans les espaces politiques locaux, provinciaux et nationaux. Cela garantira également un engagement soutenu et déterminé avec les personnes prises en charge et leurs organisations dans toutes les initiatives et réponses en tant que personnes prises en charge, leurs organisations et réseaux seront au centre pour demander des comptes aux acteurs humanitaires. Cela est conforme aux engagements pris dans le Grand Bargain, la Charte pour le changement et l'Appel à l'action sur la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence et le Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire auxquels ActionAid a adhéré.

Figure 2: Principes Humanitaires

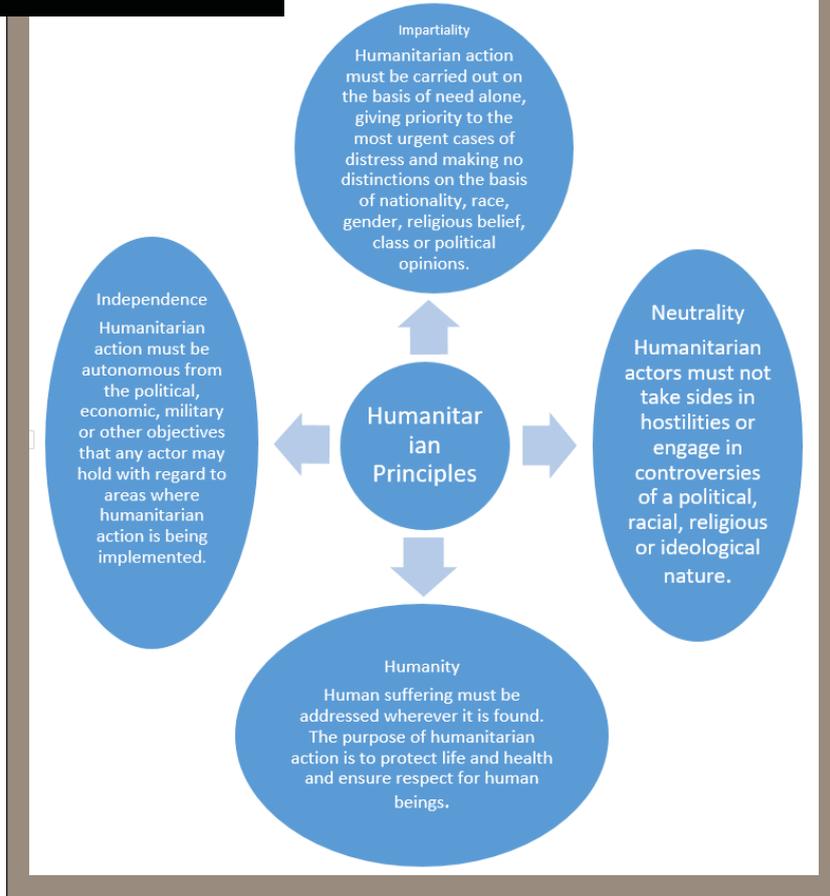


Figure 3 : Signature Humanitaire de ACTIONAID





Les déplacées interne à Dimbelege dans la province de Kasai



Comité des parents en réunion à Mulongwe

Avec Qui Nous Travaillons

Nos approches sont étayées par la résilience et la durabilité à long terme en autonomisant les personnes prises en charge et en s'attaquant aux inégalités sous-jacentes à travers toutes les initiatives. AA RDC travaillera en priorité directement avec les personnes concernées suivantes et leurs organisations pour réaliser son mandat :

- Familles d'accueil et communautés
- Peuples autochtones défavorisés (pygmées)
- Enfants non accompagnés et séparés
- Filles adolescentes
- Personnes handicapées touchées par la crise
- Femmes rurales petites agricultrices
- Les jeunes
- Personnes déplacées à l'intérieur du pays
- Réfugiés et rapatriés

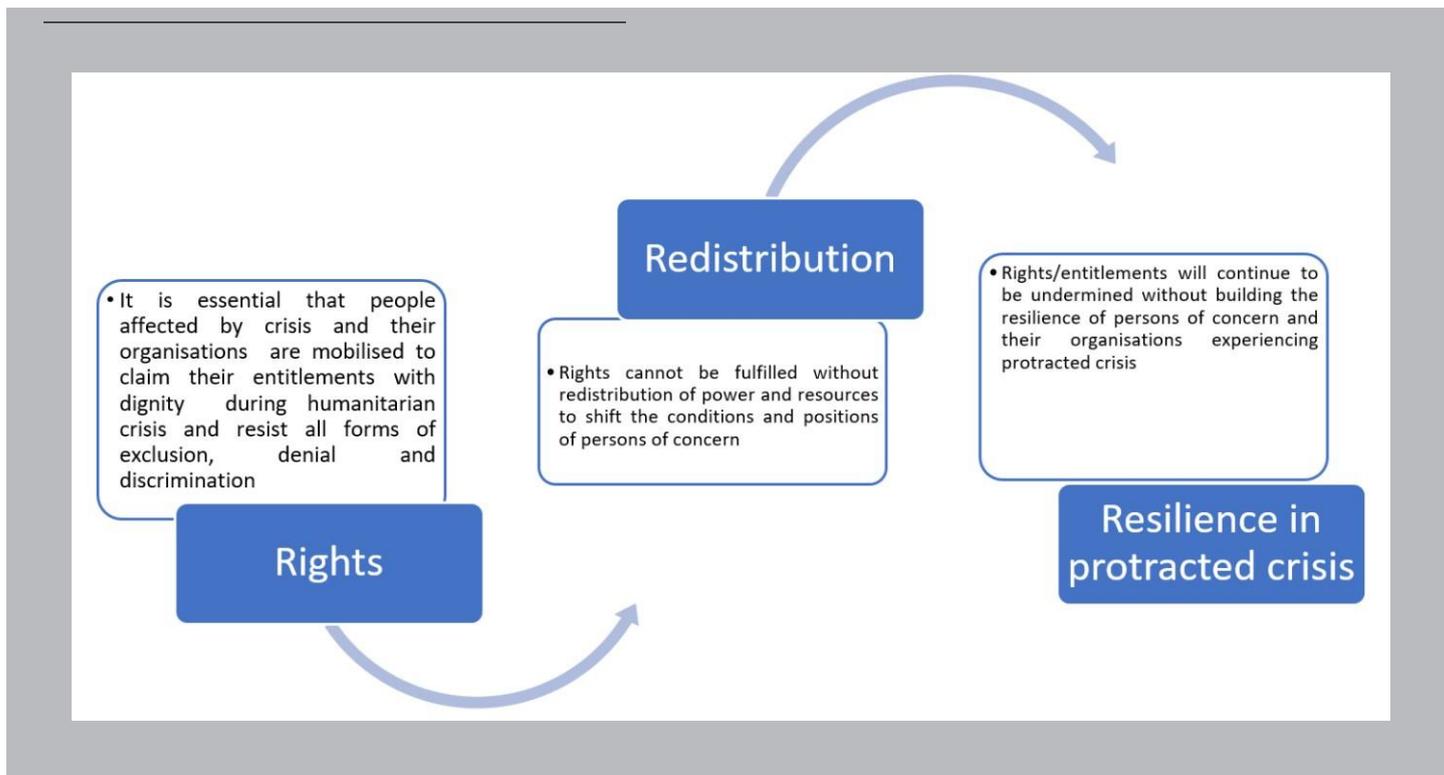
Cadre de notre travail

Au cours des cinq prochaines années, le cadre du programme d'ActionAid RDC se concentrera sur le travail humanitaire pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'éradication de la pauvreté en renforçant la résilience des personnes prises en charge, des communautés et des groupes de personnes prises en charge pour répondre aux chocs et au stress. Le cadre du programme se concentrera sur les droits, la redistribution et la résilience, comme le montre la **figure 4** pour déplacer et redistribuer le pouvoir et les ressources. Ceci est lié à la résilience dans un cadre de crise prolongée d'ActionAid International.

Le cadre constituera la base du cadrage et de la définition des interventions axées sur les facteurs de vulnérabilité économiques, climatiques et liés au genre.

AA RDC travaillera avec d'autres acteurs dans un système de préparation et de réponse humanitaire axé sur les solutions qui permet aux personnes relevant de sa compétence, en particulier les femmes et les jeunes, de prendre le leadership dans la conception, la réponse, le suivi et l'évaluation des programmes humanitaires, et aide les personnes relevant de sa compétence à accéder aux services locaux, provinciaux, et des opportunités nationales de plaidoyer. Les droits des femmes et des personnes prises en charge seront renforcés grâce à des mécanismes de protection communautaires¹ et à une meilleure responsabilisation des acteurs humanitaires. Le renforcement de la résilience des personnes préoccupantes face aux chocs et au stress tels que les catastrophes et les conflits sera également une priorité pour prévenir des événements pires et des urgences, y compris le COVID-19.

Figure 4: Cadre du Programme



¹ ActionAid (2019), 'Securite avec dignite' – manuel de protection base sur le leadership de femmes dans une commune: Mettre les droits et le leadership feminin au centre de la reponse humanitaire.

Théorie du changement

La méta-théorie du changement d'ActionAid guide la compréhension collective de ce qui conduira à la réalisation de la justice sociale, de l'égalité des sexes et de l'éradication de la pauvreté. L'engagement à long terme d'AA RDC auprès des personnes relevant de sa compétence en tant que catalyseur et contributeur aux processus de changement social a informé AA RDC sur la nécessité de se concentrer davantage sur la lutte contre le patriarcat et la pauvreté profondément enracinée dans les situations d'urgence et les crises humanitaires.

On fait donc l'hypothèse que : lorsque la sécurité, la dignité et le pouvoir des personnes relevant de sa compétence sont renforcés pour réduire le risque de protection ; l'accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous les enfants, en particulier ceux touchés par les conflits, est accru ; et les personnes prises en charge mettent en place des systèmes de soutien aux moyens de subsistance durables et résilients. alors l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté seront atteintes parmi les personnes touchées par la crise.

Il est donc émis l'hypothèse suivante : lorsque la sécurité, la dignité et le pouvoir des personnes prises en charge sont renforcés pour réduire les risques de protection ;

- Accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous
- Le nombre d'enfants, en particulier ceux touchés par les conflits, est augmenté ; et
- Les personnes prises en charge mettent en place des systèmes de soutien aux moyens de subsistance durables et résilients
- Alors l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté seront atteintes parmi les personnes touchées par la crise.

Hypothèse

1. La paix relative favorisera le développement économique et des moyens de subsistance durables.
2. Les personnes touchées par la crise et leurs organisations seront prêtes à prendre le leadership pour remettre en question le statu quo.
3. AA RDC assurera un financement de base pour mettre en œuvre son programme et répondre aux problèmes de longue durée.
4. Un personnel de base engagé et compétent sera recruté, motivé et maintenu tout au long de la période de stratégie.
5. La sécurité est améliorée pour améliorer la planification et sa mise en œuvre efficace.
6. COVID-19 est surveillé quotidiennement et les programmes sont flexibles et adaptables aux changements de contexte.
7. Les acteurs clés des bassins versants concernés acceptent le rôle des personnes affectées par la crise dans les différents processus décisionnels.



Priorités du Programme

A A RDC soulignera systématiquement comment la crise climatique et la crise économique (re)créent la vulnérabilité, exacerbant l'impact des crises humanitaires et devenant des obstacles importants pour aider les communautés à mieux rebondir. AA RDC continuera à utiliser ces crises comme des opportunités pour soutenir le changement de système plus large préconisé par ActionAid en démontrant que le changement de système est essentiel dans l'architecture humanitaire en se concentrant sur trois priorités de programme :

- 1) Améliorer la sécurité, la dignité et l'autonomisation des personnes relevant de sa compétence afin de réduire le risque de protection
- 2) Accroître l'accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous les enfants, en particulier ceux touchés par les conflits et
- 3) Établir et renforcer des systèmes durables de soutien aux moyens de subsistance résilients

Groupe de femmes pour les moyens de subsistance



Priorité de programme 1 : Améliorer la sécurité, la dignité et l'autonomisation des personnes relevant de sa compétence afin de réduire le risque de protection

Les crises humanitaires ont déclenché et exacerbé des problèmes de protection des femmes comme la violence basée sur le genre (VBG) en République démocratique du Congo, les acteurs humanitaires aidant environ 30 000 survivantes par an. Les cas signalés incluent le viol, l'esclavage sexuel, la traite, le mariage forcé/précoce, la violence conjugale et l'exploitation et les abus sexuels. L'abus de pouvoir et les inégalités de genre aggravent encore la vulnérabilité des femmes et des filles à toutes ces formes de violence. Par conséquent, des millions de personnes sont obligées de fuir leur domicile à la recherche de nourriture, de santé et de protection. Les femmes et les enfants parmi les communautés déplacées et hôtes sont les plus exposés aux formes de violence sexiste (VBG) mettant leur vie en danger.

Reconnaissant la capacité de la communauté à assurer sa protection, à identifier les problèmes et les solutions et à créer des structures de soutien à base communautaire qui peuvent mieux protéger les personnes relevant de sa compétence en temps de crise et renforcer la résilience de la communauté, AA RDC se concentrera sur : le renforcement de la protection à base communautaire mécanismes pour réduire les risques de protection, améliorer la réactivité des acteurs humanitaires pour répondre aux besoins de protection stratégiques et immédiats et à long terme des personnes relevant de leur compétence, en particulier les femmes, et entreprendre un suivi de la protection pour collecter et analyser des informations sur la protection à des fins de responsabilisation et de plaidoyer. Grâce à cette priorité, AA RDC préconisera une plus grande attention aux droits des femmes et au leadership des femmes dans les situations d'urgence et une réponse plus localisée qui facilite les changements de pouvoir et de ressources et transforme les relations de genre pour « mieux rebondir » de manières qui vont au-delà des améliorations matérielles ou des solutions techniques.

Zone d'intervention clé 2 : Renforcer le mécanisme de protection communautaire pour réduire les risques de protection

Actions clés

- I) Mobilisation des personnes concernées dans les groupes
- II) Organiser une sensibilisation communautaire pour mettre en évidence les problèmes de risque de protection
- III) Soutenir des groupes pour développer et mettre en œuvre des plans de protection
- IV) Identifier les individus et les groupes ayant des besoins spécifiques
- V) Concevoir et mettre en œuvre des programmes de protection et d'assistance pour répondre aux besoins des groupes et des individus ayant des besoins spécifiques
- VI) Suivre les personnes ayant des besoins spécifiques et enregistrer la protection et l'assistance dont elles ont besoin et qu'elles reçoivent

Zone d'intervention clé 2 : *Améliorer la réactivité des acteurs humanitaires pour répondre aux besoins de protection stratégiques et immédiats et à long terme des personnes prises en charge, en particulier les femmes.*

Actions clés

- I) Soutenir les structures communautaires pour mettre en place et suivre un système de référencement
- II) Etablir des systèmes d'orientation pour s'assurer que les personnes ayant des besoins spécifiques ont accès aux prestataires de services pertinents
- III) Identifier et former des personnes pour fournir de soutien psychosocial aux survivants de violences sexuelles et d'autres violations
- IV) Réunions d'interface entre les autorités gouvernementales et locales, le cluster protection, les médias et les personnes concernées sur les questions de protection
- V) Soutenir les échanges entre hommes, femmes, jeunes, enfants, enfants et personnes handicapées sur les risques de protection et les mécanismes de réponse
- VI) Assurer la sécurité de survie des ménages vulnérables
- VII) Collaborer avec le gouvernement, des autorités traditionnelles, de la pnc, des établissements de santé et de la justice pour répondre aux cas de violence sexuelle.

Zone d'intervention clé 3 : *Entreprendre un suivi de la protection pour collecter et analyser les informations sur la protection à des fins de redevabilité et de plaidoyer*

Actions clés

- I. Identifier, former et déployer des moniteurs de protection pour identifier et documenter les risques de protection au sein des communautés
- II. Renforcer les capacités des groupes de personnes prises en charge, des contrôleurs de la protection et des communautés d'accueil dans les stratégies de protection et d'atténuation des risques
- III. Aider les moniteurs de protection et les personnes concernées à effectuer un audit des risques de protection en cartographiant les zones de sécurité à haut risque
- IV. Prendre en charge les moniteurs de protection pour fournir des informations de protection à l'aide d'un logiciel approprié et alimenter le système de demande d'accès au sujet (sar)
- V. Etablir un forum de redevabilité trimestriel au niveau territorial et provincial sur la prévention et la réponse aux problèmes de protection
- VI. Elaborer des notes de politique de protection et un tableau de protection communautaire des demandes de plaidoyer aux niveaux local et national en collaboration avec le cluster protection
- VII. Collaborer avec les principaux acteurs de la protection pour mener des recherches sur des modèles alternatifs afin d'accroître la protection des personnes touchées par une crise prolongée amid covid 19 pour l'engagement politique national
- VIII. Mener des recherches conjointes avec des institutions universitaires et des osc sur les mécanismes de protection des femmes pour éclairer l'engagement politique et le plaidoyer aux niveaux local et international.



Priorité du programme 2 : Accroître l'accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous les enfants, en particulier ceux touchés par les conflits.

Selon l'USAID (2019), le système éducatif de la République démocratique du Congo (RDC) souffre d'une faible couverture géographique et d'une mauvaise qualité. Trois millions et demi d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés, et parmi ceux qui le font, 44 pour cent commencent l'école tardivement, après l'âge de six ans. Les données nationales indiquent que seulement 67 pour cent des enfants qui entrent en première année achèveront la sixième année. Parmi ceux qui atteignent la 6e année, seulement 75 pour cent réussiront l'examen de sortie. Le conflit en RDC exacerbe également considérablement les problèmes de protection existants et rend les enfants plus vulnérables à toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus, y compris les enlèvements, les violences sexuelles, le recrutement, les meurtres, les attaques contre les écoles et les hôpitaux et les restrictions d'accès humanitaire. Par la suite, des enfants ont montré que la vie n'est pas facile pour eux dans les familles d'accueil en raison de la précarité de la vie, et ont signalé que l'aide matérielle apportée par les organisations humanitaires n'est pas suffisante.

Étant donné que la violence à l'intérieur et autour des écoles est un obstacle connu à l'accès, il est nécessaire de créer des environnements scolaires sûrs et propices à l'apprentissage pour les enfants, en particulier les filles, en formant les enseignants, les administrateurs, les mentors et les associations parents-enseignants sur les questions de genre, la pédagogie, le bien-être socio-émotionnel des enfants et comment évaluer la sûreté et la sécurité à l'école.

Les filles et les garçons qui ne sont pas scolarisés courent un risque beaucoup plus élevé de violence, d'exploitation, d'abus et de négligence. Une éducation sûre et gratuite contribuera donc à atténuer l'impact des conflits, du COVID-19 et d'autres catastrophes.

L'expérience des AA RDC en matière d'éducation (générale), d'éducation en situation d'urgence et de protection de l'enfance se manifeste dans les programmes AA RDC mis en œuvre au Kasai Oriental, Kasai Central et Sankuru, Sud Kivu et Nord Kivu en collaboration avec les Agences des Nations Unies, la Fondation Packard, ECHO et d'autres donateurs. AA RDC tirera parti de cette expérience pour approfondir son travail avec les filles, les garçons, les parents, les jeunes, les femmes, les hommes, les enfants handicapés, les agences étatiques, les autorités religieuses et traditionnelles afin d'assurer un accès accru à une éducation de qualité pour tous les enfants. Les structures communautaires et autres réseaux poursuivront une forte sensibilisation, plaidoyer et actions pour continuer à engager les acteurs étatiques et non étatiques sur la mise en œuvre efficace des lois et des normes sociales positives qui assurent une éducation de qualité pour tous les enfants dans un environnement protecteur.

Zone d'intervention clé 1 : Améliorer la qualité d'éducation de base pour tous les enfants

Actions clés

- i. Collaborer avec le gouvernement, le secteur de l'éducation et le cluster éducation pour mener des évaluations des risques et développer un plan d'urgence territorial pour les écoles afin de répondre aux urgences
- ii. Accroître l'accès au matériel didactique pour les enseignants dans les écoles, à la fois en milieu urbain et rural
- iii. Renforcer les capacités des enseignants et des administrateurs scolaires sur la prévention et le contrôle des infections (pci)
- iv. Soutien pour mettre en relation les écoles et les communautés avec les prestataires de services pour répondre aux besoins des écoles
- v. Identifier le mécanisme, les canaux et les modalités pour soutenir l'apprentissage qui atteindra la plupart des enfants
- vi. Aider les écoles et les communautés à développer des règles d'hygiène
- vii. Réhabiliter ou construire des écoles avec des latrines bien conditionnées, adaptées au genre et inclusives pour les filles
- viii. Soutenir les enfants défavorisés avec des kits d'hygiène, TLM et dignité
- ix. Aider les comités des parents à effectuer un suivi budgétaire pour plaider en faveur d'une augmentation des ressources pour la prestation de l'éducation
- x. Fournir une formation aux enseignants sur une nouvelle pédagogie, une méthodologie d'enseignement sensible aux enfants et au genre
- xi. Aider les écoles à adopter des méthodes d'enseignement et d'apprentissage flexibles, y compris l'apprentissage à domicile
- xii. Organiser des cours de rattrapage pour les enfants qui n'ont pas été scolarisés en raison des déplacements, de l'insécurité, des pandémies et des conflits
- xiii. Collaborer avec les comités de parents et d'autres plateformes de la société civile dans le domaine de l'éducation pour suivre l'allocation et l'utilisation des ressources dans le secteur de l'éducation pour les réformes politiques.

Zone d'intervention clé 2 : Solidifier le mécanisme de protection des enfants bases dans des communautés

Actions clés

- I) Effectuer un audit des risques de sécurité et de protection pour identifier les problèmes de sécurité et de protection afin d'améliorer la sécurité des élèves et des enseignants dans et autour des écoles
- II) Renforcer les capacités des enseignants, des administrateurs, des mentors et des associations de parents/tuteurs-enseignants sur la pédagogie sensible au genre, le bien-être socio-émotionnel des enfants et la sûreté et la sécurité à l'école
- III) Etablir et former les membres du réseau des comités de parents pour assurer la protection de l'enfance en cas d'urgence et la scolarisation
- IV) Mettre en place des espaces sûrs pour les filles et des points d'écoute dans les localités pour les filles
- V) Identification des cas possibles de séparation familiale en raison de catastrophes, de soins et de regroupement familial
- VI) Collaboration avec les structures gouvernementales et communautaires pour répondre (transitionnel et psychosocial) aux cas de violence affectant les enfants, y compris les vag
- VII) Identification et référencement des enfants/adolescents victimes ou des plus vulnérables
- VIII) Former les enfants sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, la convention relative aux droits de l'enfant, la protection de l'enfance dans les situations d'urgence et les lois connexes et d'autres sujets connexes
- IX) Aider les écoles et les communautés à mettre en place des systèmes pour assurer la sécurité à l'intérieur et autour des écoles
- X) Informer et/ou diriger les enfants vers la bonne entité où les droits sexuels et de santé reproductive peuvent être traités
- XI) Assurer le leadership dans la coordination du travail de protection de l'enfance au niveau des zones de santé et des territoires
- XII) Elaborer des notes d'orientation sur les effets de l'insécurité et de l'accès sur les interventions de protection de l'enfance et les résultats pour l'engagement politique.



Les femmes dans les moyens de subsistance

Priorité de programme 3 : Établir et renforcer des systèmes de soutien aux moyens de subsistance résilients et durables

Les moyens d'existence sont durables lorsqu'ils peuvent résister et se remettre d'un choc avec des capacités identiques ou améliorées qu'avant le choc, tout en préservant la base de ressources naturelles. Les résultats en matière de moyens d'existence sont le résultat des diverses stratégies de moyens d'existence que les gens emploient et peuvent être affectés par des politiques ou des institutions. 70% de la population de la RDC n'a pas accès à une alimentation adéquate, et 7,7 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire avec 1 enfant sur 4 souffrants de malnutrition. La production alimentaire nationale est actuellement de 30 à 40 % inférieure au niveau national de consommation, obligeant les familles à dépendre d'options alimentaires importées plus chères. 97% des familles dépendent de l'agriculture pour leurs revenus.

AA RDC travaillera en collaboration avec les personnes relevant de sa compétence, les peuples autochtones, les ménages dirigés par des femmes et les agriculteurs pauvres et les hommes/femmes pêcheurs pour protéger et promouvoir leurs moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance. AA RDC utilisera le cadre d'ActionAid pour une agriculture résiliente au climat et durable qui donne la priorité au droit à l'alimentation, à la conservation de l'environnement, à l'accès des femmes à des terres sécurisées et à la résilience communautaire à long terme pour réduire l'insécurité alimentaire.

Le cadre permettra également à AA RDC de s'attaquer aux inégalités sous-jacentes qui continuent de rendre les gens vulnérables aux chocs et aux facteurs de stress dans les moyens de subsistance et la génération de revenus pour l'autonomisation économique. Des interventions du programme seront également mises en œuvre pour permettre aux personnes prises en charge de traverser des périodes difficiles tout en réduisant leur vulnérabilité aux chocs et au stress. D'autres domaines d'intervention comprendront la mobilisation des personnes prises en charge pour accroître leur influence, défendre et revendiquer des droits et des services. En général, les personnes prises en charge seront soutenues pour entreprendre des activités qui ont un potentiel de marché au-delà de la période d'assistance pour assurer la durabilité.

Les programmes de soutien aux moyens d'existence durables et résilients fourniront à AA RDC les informations pertinentes pour engager et influencer les décisions de la plateforme nexus humanitaire-développement-paix de la RDC. Cela aidera également à transformer et à combler le fossé entre notre travail de plaidoyer et de réponse humanitaire à court terme et réactif, et les interventions stratégiques, humanitaires et de résilience à long terme, de plaidoyer, de programmation et de politique de manière durable. Le cadre de résilience de l'AAI en cas de crise prolongée sera utilisé pour fournir des conseils dans ce travail.

Zone d'intervention clé 1 : Construire un programme communautaire de moyens de subsistance durables et résilients

Actions clés

- I) Formation de groupes en fonction de l'activité de subsistance choisie, du sexe et de l'emplacement
- II) Effectuer une évaluation socio-économique et une analyse du contexte qui examine le profil, les caractéristiques et les antécédents des personnes prises en charge et le système de marché global
- III) Mener une analyse participative de la vulnérabilité et des capacités pour comprendre les risques au niveau local, avec les communautés et les femmes leaders/agricultrices
- IV) Effectuer une sélection de secteurs et une analyse de la chaîne de valeur qui vise à sélectionner un secteur ou une chaîne de valeur ayant un potentiel de création d'emplois et pertinent pour les personnes concernées
- V) Evaluer l'efficacité potentielle et commercialiser des secteurs viables dans lesquels investir
- VI) Examen trimestriel de la situation du marché pour tenir les personnes concernées au courant de la situation du marché
- VII) Soutenir les groupes pour établir des systèmes d'alerte précoce pour éclairer la prise de décision humanitaire
- VIII) Soutenir les groupes pour développer un plan de mise en œuvre stratégique des interventions de subsistance basé sur le marché cible et les capacités
- IX) Etablir des programmes de subsistance communautaires innovants basés sur les profils des individus et des groupes intéressés sous la direction des personnes concernées.

Zone d'intervention clé 2 : Mettre en place une gestion communautaire des risques de catastrophe (CBDRM)

Actions Cles

- I) Formation et renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans la planification de la préparation et de la réponse aux catastrophes
- II) Soutenir les structures communautaires pour développer et mettre en œuvre un plan de préparation et de réponse aux catastrophes au niveau communautaire
- III) Préconiser l'investissement public dans la préparation et les plans de développement informés sur les risques.

Zone d'intervention clé 3 : Favoriser la récupération et la diversification des actifs

Actions clés

- I) Identification de programmes complémentaires par le gouvernement et d'autres acteurs
- II) Aider les personnes concernées à concevoir des plans multisectoriels pour établir de nouvelles opportunités de partenariat
- III) Mettre en relation les personnes concernées avec des partenaires complémentaires pour un soutien iv) aider les personnes concernées à accéder à des terres sécurisées
- IV) Fournir des espèces, des bons et des foires locales conditionnelles et inconditionnelles pour stimuler l'économie locale et de l'argent contre des actifs et de l'argent pour le travail (vaccinations du bétail, semences améliorées, emballage, formation professionnelle)
- V) Collaborer avec le secteur privé pour fournir une formation en entreprise et le développement de la chaîne de valeur
- VI) Soutenir les formations sur les techniques agricoles, y compris la culture, l'agriculture de subsistance-agro-industrie, l'agro-écologie et le jardinage domestique/cuisine en utilisant la méthodologie de la conservation et de l'agriculture biologique
- VII) Soutenir les dispositifs innovants d'épargne et de crédit communautaire (crédit de semences, dispositif d'élevage renouvelable et dispositifs d'épargne et de crédit en espèces)
- VIII) Soutenir le réseau de groupes de femmes et de coopératives de subsistance pour suivre le budget du gouvernement et des acteurs humanitaires sur les programmes de subsistance pour les femmes
- IX) Soutenir le réseau de groupes de femmes et de coopératives de subsistance pour exiger une allocation accrue de ressources pour les programmes de subsistance par le gouvernement et les acteurs humanitaires.



Visite du ministre provincial du Sud-Kivu dans le territoire de Fizi

Partenariats

A A RDC pense que l'inégalité entre les sexes et la réduction de la pauvreté peuvent être atteints non seulement avec les personnes affectées, mais aussi avec les alliés et autres groupes intéressés par la question en jeu. AA RDC continuera donc à s'engager avec les acteurs étatiques du niveau national au niveau local dans toutes ses interventions pour s'assurer que nos interventions sont conformes aux processus et priorités de développement aux niveaux national et local. Un engagement plus stratégique avec les acteurs étatiques et non étatiques (groupes armés locaux et puissant secteur privé) sera poursuivi pour créer un espace permettant aux personnes relevant de notre compétence, en particulier les femmes et leurs organisations, de diriger les processus de changement dans la réponse humanitaire et la redevabilité dans un environnement autonomisant et sûr.

La collaboration et le partenariat avec des donateurs tels que FCDO, ECHO et les agences des Nations Unies seront maintenus pour faire avancer le cours des personnes concernées par l'autosuffisance et l'indépendance.

De nouveaux partenariats qui font avancer nos objectifs de mission seront explorés et établis au cours de la période du PSC. Certaines des organisations ciblées pour de nouveaux partenariats incluent SIDA, le gouvernement canadien, Irish Aid ainsi que le financement de fondations via ActionAid aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Australie et au Danemark. Le CP continuera de participer aux réunions de coordination et de cluster des Nations Unies pour partager des informations, se tailler une niche et établir des relations stratégiques pour faire avancer notre mission.

En outre, les partenariats à long terme existants avec des groupes de femmes, des moniteurs de protection, des facilitateurs communautaires et d'autres groupes de personnes relevant de la compétence seront renforcés et maintenus. Les efforts collectifs des femmes touchées par la crise et de leurs organisations seront soutenus pour partager l'apprentissage entre les problèmes, les secteurs et les groupes afin de construire une formidable alliance provinciale, nationale, régionale et mondiale pour le leadership et la responsabilité des femmes dans la réponse humanitaire. Ces plates-formes seront liées au Réseau humanitaire féministe (FHN), aux ONG, aux ONG nationales et locales, aux réseaux de femmes et à d'autres OSC qui ont fait preuve d'un engagement significatif envers la cause des personnes préoccupantes.



Réunion consultative avec les membres de la communauté

Croissance et durabilité du programme

Expansion géographique

La RDC soutiendra l'expansion géographique en tant que partie essentielle de l'ajustement à une nation en évolution rapide, nous aidant à sécuriser les ressources, les partenariats, les compétences et l'influence politique pour réaliser nos ambitions stratégiques. L'expansion dans de nouvelles zones sera basée sur des zones ayant un potentiel d'influence politique, d'impact du programme et de mobilisation de ressources, des partenariats pertinents pour faire avancer notre mission et nos objectifs d'accroître la crédibilité générale, la visibilité et le profil des AA RDC. Les principes, critères et processus de l'empreinte géographique d'ActionAid guideront les processus d'expansion. En outre, AA RDC continuera à répondre à la crise humanitaire conformément à la stratégie d'ActionAid avec son mandat et signature humanitaire.

Maintien de la présence après l'arrêt du CS ou du projet

AA RDC maintiendra sa présence virtuelle et physique dans les zones qu'elle a opérées plus de 6 mois.

Cela inclut tous les programmes soutenus par le parrainage d'enfants et les projets de fonds communs. Dans toutes ces zones, AA RDC continuera à interagir avec les autorités locales, les moniteurs de protection et les facilitateurs communautaires et les structures communautaires pour échanger des informations sur les questions humanitaires et de protection affectant les zones. Les moniteurs de protection et les groupes de femmes seront soutenus pour travailler avec les prestataires de services sous la direction de l'UNFPA afin de répondre aux risques liés à la protection des femmes. AA RDC mettra en place un mécanisme de réclamation et de retour d'information qui inclura l'exploitation d'une ligne téléphonique gratuite. Cela permettra au CP de recevoir les plaintes et les cas des communautés, maintenant ainsi une communication régulière avec les communautés et un suivi. Les groupes de moyens de subsistance seront également soutenus pour établir des liens avec d'autres coopératives pour un soutien continu. Le Coordinateur Humanitaire sera directement responsable de cette initiative.



L'équipe d'ECHO interagit avec les femmes à Fizi lors d'une visite de suivi

Priorités et changements Organisationnels

Il est reconnu qu'ActionAid DRC Vient d'un passé difficile. Cependant, des grands progrès ont été réalisés au cours des quelques années depuis la mise en œuvre du programme et du plan de viabilité financière qui démontrent une immense bonne volonté de la communauté et des partenaires qui peuvent être galvanisés vers un plus grand succès dans cette stratégie. AA RDC cherchera à consolider sa position en tant que programme de pays dynamique, efficace, durable et viable, avec une valeur ajoutée claire en externe comme en interne, pour

Priorité 1: Amélioration du leadership et de la gouvernance de l'organisation

Mettre en place une structure organisationnelle adaptable et agile

Conformément au modèle satellitaire, une structure organisationnelle adaptée aux besoins et adaptable aux besoins d'AA RDC sera mise en œuvre avec une équipe centrale équilibrée de sept personnes composées du directeur de pays, du coordinateur humanitaire, du coordinateur de la sécurité et de la sûreté du personnel, des finances. Gestionnaire, responsable des ressources humaines et de l'administration, responsable des finances et assistant de soutien logistique. Le personnel supplémentaire engagé sera basé sur la disponibilité des projets de partenariat. Le personnel du projet sera recruté sur la base de l'expertise et des compétences thématiques et fonctionnelles. Le PP est classé en trois zones, à savoir le programme de développement de Kinshasa, le programme de développement du Kasai et le programme de développement de l'Est. Chaque zone sera dirigée par un cadre supérieur, pas au-dessous du niveau d'un coordinateur. Une équipe de gestion de pays composée du directeur de pays, du directeur financier, du coordinateur humanitaire, du coordinateur de la sûreté et de la sécurité du personnel, du président du Forum des femmes, du responsable des ressources humaines et de l'administration et des coordonnateurs de projet soutiendra le pays dans la gestion quotidienne le CP. Au fur et à mesure que le financement s'améliore et que de plus en plus de projets sont mis en œuvre, le CP étendra son personnel de base pour inclure le responsable du développement / de la collecte de fonds des entreprises, le coordinateur MEAL et la communication, le responsable de la politique humanitaire et du plaidoyer et l'audit interne.

Mettre en œuvre le modèle satellite pour augmenter la résilience du PC

En tant que pionnier de la mise en œuvre du modèle satellite (fonctionnant sans revenu régulier et avec une dépendance financière minimale vis-à-vis de la Fédération AA), AA RDC deviendra un centre de soutien pour la mise en œuvre d'un modèle opérationnel unique et pertinent, spécifique au contexte, qui soit impactant, rentable et durable. Trois ans après la mise en œuvre de cette stratégie. La période CSP verra la mise en œuvre complète du modèle satellite et partagera les apprentissages avec la fédération pour l'apprentissage et l'adaptation à l'échelle de la fédération. Dans le cadre de l'échelle et de la nature des opérations, le PC adoptera différentes formes de programmes et d'engagements organisationnels pour passer du satellite au pays en présence légère ou totale. Les fonctions de base, y compris la communication stratégique et MEAL, seront recherchées par le biais d'accords de soutien par les pairs et de partage de services selon les besoins. Le CP continuera de travailler avec l'équipe de soutien aux pays et l'équipe CMR pour évaluer la livraison des KPI et identifier les besoins de soutien pour la réparation

Former des leaders compétents et diversifiés pour des performances efficaces

The Le CP attirera et retiendra du personnel talentueux en reconnaissant que le personnel est le plus grand atout de l'organisation. Le programme de pays privilégiera i) la nomination de femmes, ii) l'élaboration d'un cadre de compétences décrivant les compétences techniques, managériales et de personnalité ; iii) la sûreté, la sécurité et le bien-être du personnel ;

iv) leadership féministe transformateur ; v) fournir aux stagiaires une expérience pratique de travail pour atteindre la justice sociale, l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté ; vi) la gestion de la performance et la faiblesse du travail d'équipe pour l'ajustement et l'amélioration des performances individuelles du personnel et des équipes. Certains des domaines de compétence qui seront développés incluent la gestion de cas (UASC, SHEA, SGBV). Une structure et une échelle salariales compétitives complètes seront élaborées pour rendre AA RDC compétitif.

Malgré les contraintes de temps de l'intervention humanitaire, le programme de pays identifiera les moyens les plus appropriés, cohérents, inspirants et renforçant de célébrer les performances individuelles et les jalons de l'équipe pour renforcer le moral et renforcer la motivation des membres de l'équipe à poursuivre leur travail dur.

Renforcer la culture organisationnelle et les méthodes de travail

Le PC renforcera le forum des femmes pour qu'il soit plus fonctionnel et réponde aux besoins de leadership et stratégiques du personnel féminin. Les conversations sur les dix principaux principes féministes seront redynamisées pour assurer son intériorisation dans nos façons de travailler. Les points focaux SHEA dans chaque bureau recevront une formation régulière pour leur permettre de surveiller efficacement et de répondre rapidement aux cas SHEA au fur et à mesure qu'ils surviennent. Une mise à jour mensuelle sur la sauvegarde et le SHEA sera fournie lors des réunions du personnel et de l'équipe de gestion de pays. AA RDC mettra en place une hotline pour les plaintes et les commentaires en plus d'utiliser des mécanismes de rétroaction communautaires pour assurer la protection des communautés. L'arbre de communication sera renforcé des travailleurs sur le terrain à la haute direction, avec des numéros de téléphone fournis aux communautés pour permettre à AAI RDC de répondre systématiquement et de faire remonter les plaintes et les commentaires. Le MEAL Officer analysera les réclamations et les retours d'expérience qui seront ensuite relayés aux équipes sectorielles dans les trois jours suivant leur réception afin qu'elles puissent être traitées. Une réponse sera fournie au membre de la communauté dans la semaine suivant la réception. Tous les commentaires liés à l'exploitation et aux abus sexuels seront traités par une équipe de sauvegarde/SHEA distincte dans les 24 heures.

Le personnel continuera à adhérer au Code de conduite des AA en tant qu'exigence obligatoire pour tout le personnel. Le Code de conduite définit les normes de conduite minimales pour garantir que la conduite et les contributions de chaque membre du personnel sont appropriées en fonction du contexte opérationnel, des politiques d'assurance des AA, de la sécurité du personnel et des exigences des donateurs.

AA RDC reconnaît que l'urgence, l'incertitude et la pression de travailler dans une réponse humanitaire peuvent entraîner du stress. Des mesures seront mises en place, y compris des formations pour évaluer le niveau de stress des membres individuels du personnel afin de fournir le soutien nécessaire. Des experts en gestion du stress seront régulièrement engagés pour fournir une formation physique et virtuelle au personnel sur la meilleure façon de gérer le stress dans le contexte opérationnel. Le CP continuera de se conformer aux protocoles de prévention de la COVID-19 dans tous les programmes et processus organisationnels afin d'assurer la sécurité du personnel, des partenaires et des intervenants communautaires. Compte tenu du contexte opérationnel stressant et difficile, le personnel qualifié bénéficiera de périodes régulières de repos et de récupération afin de protéger sa santé et son bien-être et d'assurer une performance de travail optimale lors de la reprise des fonctions. La conciliation travail-vie sera également encouragée pour assurer un équilibre dans la vie personnelle, professionnelle et familiale.

Le contexte opérationnel d'AA RDC exige une pleine conformité avec la politique de sûreté et de sécurité du personnel d'AA. La politique de sécurité et de sûreté du personnel décrit comment les risques de sûreté et de sécurité auxquels le personnel d'ActionAid et les autres personnes travaillant sous ses ordres sont exposés pendant l'exécution de son travail doivent être gérés de manière cohérente dans des limites acceptables dans l'ensemble de la Fédération ActionAid. Un coordonnateur de la sûreté et de la sécurité du personnel sera donc recruté dans le cadre de l'équipe de base pour établir une unité de sécurité et de sûreté du personnel pour AA RDC au cours de la première année du PC. L'unité sera équipée d'appareils de sécurité pour répondre aux besoins de sécurité du personnel, des partenaires et des communautés. Une solide culture de gestion des risques sera également défendue pour garantir que tous les programmes et activités sont exécutés conformément aux exigences minimales de sûreté et de sécurité d'Action Aid. Ce sera un indicateur de performance clé pour tous les membres de l'équipe de gestion de pays du programme de pays. Des ressources seront également investies pour doter tout le personnel de protocoles de base en matière de sécurité et de sûreté du personnel. Le CP tirera parti de ses relations existantes avec les communautés pour approfondir l'acceptation de la communauté afin d'obtenir des informations pertinentes et de première main pour éclairer la prise de décision.

Priorité 2 : Améliorer la communication et diversifier les financements

Communication

En collaboration avec le Secrétariat mondial, l'IHART et les Centres de soutien AA, AA RDC renforcera sa capacité à créer et à occuper des espaces publics avec des personnes relevant de sa compétence afin d'obtenir des changements dans les politiques, les pratiques, les attitudes et les comportements, en particulier dans la réponse humanitaire. Les programmes de haute qualité et les questions stratégiques clés dans lesquelles AA RDC s'engage seront présentés à travers diverses plateformes de communication du niveau local au niveau international. Le travail avec les médias ira au-delà des reportages sur les programmes d'AA RDC pour suivre l'impact de l'intervention d'AA RDC pour générer des discussions publiques et promouvoir le leadership local et la responsabilité des femmes dans la réponse humanitaire aux niveaux national, régional et mondial. Un bulletin d'information trimestriel sera élaboré et partagé avec le public et le site Web des AA RDC et d'autres plateformes comme les plateformes Facebook et twitter seront régulièrement mis à jour et surveillés en français et en anglais.

Des investissements seront également réalisés dans des systèmes pour assurer le fonctionnement efficace des systèmes SUN, CMS, Protection Reporting System et MEAL en ligne. Des plateformes de communication innovantes seront mises en place pour encourager les réunions virtuelles afin d'économiser sur les frais de déplacement. En raison du contexte opérationnel du PC, l'infrastructure de communication sera uniformément répartie afin de ne pas créer d'avantage indu pour d'autres bureaux et emplacements. Tous les bureaux, en particulier dans les endroits éloignés comme Baraka, seront équipés de bons gadgets de communication pour rendre le personnel efficace et réactif.

Collecte de fonds

Dons réguliers

Un plan d'élimination sera élaboré pour assurer la programmation de la programmation du projet de projet dans les communautés et les territoires pour étendre l'impact de notre travail et atteindre les objectifs de cette stratégie. La communication transparente à deux côtés avec les parties prenantes de la communauté et le financement Une FFI liées sera maintenu pour approfondir la compréhension des processus de transition basés sur des produits livrables convenus à la fin de la transition en 2022.

Partenariat et financement institutionnel

Au cours des trois dernières années, AA RDC a obtenu en moyenne 2,5 millions de livres sterling par an auprès de partenaires et de donateurs institutionnels. Le CP prévoit de lever en moyenne 3,7 millions de livres sterling par an au cours de la période du CSP. Dans le pays, la collecte de fonds continuera d'être prioritaire en plus du renforcement des relations avec le Secrétariat mondial et les autres membres de la fédération. AA RDC explorera et obtiendra des opportunités de financement sans restriction de la part des dirigeants de la fédération et des affiliés de financement pour un financement stratégique spécifique pour la réponse humanitaire dirigée par les femmes, le leadership des femmes, le plaidoyer et la politique.

En conséquence, de bonnes relations de travail seront développées et renforcées avec les donateurs actuels et potentiels ainsi qu'avec les membres de la fédération en gardant l'esprit ouvert et en assurant un flux de communication efficace à tout moment et en améliorant la gestion des contrats. Le PC démontrera l'impact du programme comme preuve de notre s'efforcer de fidéliser les donateurs et d'attirer plus de financements officiels et de grande valeur grâce à une programmation de qualité, des rapports opportuns et une responsabilité financière. Nous nous efforcerons de maintenir notre relation avec les donateurs actuels tout en présentant nos programmes et produits de collecte de fonds de manière à promouvoir une relation déterminée et soutenue avec les donateurs potentiels pour susciter leur engagement.

Une stratégie de financement basée sur des plans de financement locaux et nationaux clairs sera élaborée pour accroître notre financement de manière innovante et durable afin de réaliser notre stratégie. Un responsable du développement commercial/collecte de fonds et de programme sera recruté pour diriger les initiatives de collecte de fonds avec le soutien de tout le personnel qui aura la collecte de fonds comme indicateur de performance clé.

Les relations existantes avec le Réseau START, les Consortiums avec CAFOD/World Vision et CAFOD/Christian Aid seront renforcées pour permettre au PC de se positionner pour sécuriser des projets de partenariat à long terme. Des réunions régulières avec les membres des consortiums seront instituées pour explorer les opportunités au-delà de la mobilisation des ressources et du travail conjoint de programmation, de recherche, de plaidoyer et de politique.

Le comité de collecte de fonds composé du directeur de pays, du directeur des finances, du développement commercial/collecte de fonds et du directeur de programme, du coordinateur humanitaire et du point focal du parrainage d'enfants continuera à travailler en étroite collaboration avec l'IHART, le Secrétariat mondial et les affiliés de financement d'AA en dressant le profil des femmes et des jeunes dirigés réponse. Le comité sera renforcé par des formations basées sur les compétences en matière d'élaboration de propositions, de cadres logiques, de renseignements sur les donateurs et de recrutement et de relations avec les donateurs. Les stratégies de recouvrement des coûts les plus appropriées seront employées dans les efforts de mobilisation des ressources et de collecte de fonds pour assurer la viabilité financière du programme de pays.

Priority 3: *Improve financial management to enhance effectiveness and promote accountability and transparency*

AA RDC travaillera avec l'équipe GFS du Secrétariat mondial et du pays de soutien pour investir dans la nouvelle version du système de comptabilité SUN (SUN 6.3) afin d'améliorer le traitement des transactions, les rapports et la gestion des fonds.

L'utilisation du système de gestion des contrats sera renforcée pour garantir que tous les projets financés par les donateurs sont transférés dans le système afin d'assurer une gestion et un reporting efficaces des subventions. Une formation et un soutien sur mesure pour répondre aux problèmes du suivi de routine seront fournis au personnel et aux partenaires par le biais d'ateliers de formation annuels, de sessions de formation individuelles et de mentorat.

Les processus tels que les exercices de vérification des dépenses, les systèmes de rapport des partenaires, les audits internes et externes seront renforcés et les relations de travail avec d'autres fonctions seront améliorées pour atteindre les objectifs de la stratégie. La politique sera surveillée et mise à jour régulièrement pour s'assurer qu'elle facilite l'exécution de cette stratégie pour protéger les ressources organisationnelles. Les problèmes financiers émergents qui entravent la mise en œuvre de la stratégie seront également examinés dans l'intérêt des personnes vivant dans la pauvreté. Les systèmes et politiques de contrôle interne seront continuellement renforcés pour assurer une gestion efficace des ressources et du budget, optimiser les ressources dans les achats et protéger les actifs de l'organisation.

Nous veillerons à ce que les systèmes et politiques mis en place soient conformes au cadre de gestion financière d'AAI, aux normes comptables internationales et aux lois du pays. AA RDC améliorera les mécanismes de rapports financiers et la responsabilité envers les donateurs grâce à des rapports opportuns et à une utilisation efficace des

Pour s'assurer que le programme de pays peut recouvrer le total des coûts opérationnels de la mise en œuvre des projets financés par les donateurs ainsi que recouvrer autant de coûts indirects que possible, une politique de recouvrement des coûts a été élaborée et intégrée au LFPPM. Nous calculerons chaque année notre taux de coûts indirects pour guider et adopter des modèles pour nous aider à surveiller nos performances en matière de recouvrement des coûts.

Les informations financières seront mises à la disposition de tous les utilisateurs, y compris les partenaires, les membres de la communauté, les donateurs et les autres parties prenantes concernées. Des rapports opportuns et précis seront fournis aux donateurs dans un format acceptable pour établir la confiance des donateurs et augmenter les revenus du partenariat.

Le CP s'efforcera d'atteindre un niveau de réserve d'un minimum de 2 mois de dépenses pour permettre au CP de faire face à des dispositions de cofinancement possibles pour les projets financés par les donateurs et d'autres exigences. Le CP mettra à jour son cadre d'allocation de ressources pour refléter le modèle d'exploitation actuel du CP en tant que programme satellite. Ce cadre servira de critère pour allouer des ressources dans des endroits où la RDC a des empreintes de pas, mais pas de financement de projet, de maintenir des relations avec des personnes de préoccupation et de clusters de coordination.

Les fonctions de gestion des subventions seront renforcées pour assurer une collecte de fonds améliorée, des relations donatrices et des capacités partenaires. Nous mettrons mis en place des mécanismes pour améliorer notre capacité d'absorption, y compris les systèmes d'échecs rapides, périodiques et des échelles liées à la réponse humanitaire. Une qualité accrue du programme humanitaire, y compris la farine appropriée, renforcera également la responsabilité financière et les investissements dans le plaidoyer et la politique humanitaires.

Priorité 4: Améliorer la cohérence et la qualité du programme pour la redevabilité et l'apprentissage

Conformément aux principes clés humanitaires, l'AA RDC passera par l'évaluation du CHS au cours de la première année pour certifier la conformité de la programmation humanitaire AA RDCS aux normes fondamentales pour améliorer sa cohérence et sa conformité. Les autres protocoles et normes humanitaires, y compris la résolution 1325 de la grande négociation de sécurité et de la sécurité des Nations Unies, seront respectés.

Au cours de la période stratégique, AA RDC dirigera en tant qu'animateurs des sous-clusters de protection et des groupes de travail sur la protection de l'enfance dans trois territoires et trois zones de santé en RDC pour assurer la coordination de la réponse humanitaire et accroître sa visibilité.

Le groupe de travail stratégique sur la RDC (SWG) qui comprend l'appui aux pays, l'IHART, l'AAUK et l'AA Australie, continuera de fonctionner pour renforcer les capacités du personnel en matière d'élaboration de propositions, de programmation humanitaire, de gestion des subventions et de communication.

Les membres des travailleurs mèneront chaque année une visite de la RDC à la RDC pour soutenir l'équipe de la RDC afin de rétablir de manière critique sur les succès et les domaines d'amélioration pour améliorer la résilience et la durabilité de la CPS. La visite sera également utilisée pour interagir avec les personnes de préoccupation, les donateurs et le gouvernement O FFI pour augmenter le profil du PC. Les travaux du groupe de travail seront situés dans l'objectif de la Fédération plus large pour faciliter la double citoyenneté et l'augmentation du soutien des pairs afin de maximiser les ressources collectives. Cela permettra au CP de garantir un soutien durable à l'humanitaire

Les cadres MEAL seront élaborés pour définir des normes minimales claires, mais permettre une flexibilité dans les divers contextes des différentes provinces et territoires de DI FF. Les indicateurs et moyens de vérification du cadre MEAL examineront au-delà du projet spécifique et contribueront aux indicateurs et résultats de grappes, ainsi que le cadre MEAL mondial d'Aide d'action.

Les informations sur les principaux domaines prioritaires seront recueillies pour établir la base de référence et les indicateurs de toutes les interventions visant à renforcer l'apprentissage, la responsabilité et l'évaluation d'impact. Cela permettra à AA RDC de tester son hypothèse et d'élaborer des preuves qui apportent notre théorie du changement, en veillant à ce que notre pratique soit cohérente au niveau des politiques et du programme. Le cadre de MEAL sera conçu pour traiter le caractère multi-facette des chocs et des facteurs de stress en la RDC en utilisant à la fois des indicateurs qualitatifs et quantitatifs avec une implication active des personnes de préoccupation pour définir les indicateurs. Les principes clés dans la conception du cadre de MEAL comprendront par un système de S & E en ligne sera développé pour capturer toutes les priorités de programme et d'organisation, d'activités clés, d'avancement de la mise en œuvre et des indicateurs pour suivre et surveiller les indicateurs de mise en œuvre des programmes et de résultats. Le système créera également une histoire et un hub de photo à utiliser pour corroborer les résultats récoltés. Le logiciel de protection en ligne qui est mis à la disposition sera intégré au système de S & E.

Les mécanismes de traitement des commentaires et des plaintes (FDRM) seront également soutenus pour approfondir notre responsabilité aux personnes préoccupantes et à leurs communautés et organisations. Les FDRM permettront aux communautés de faire des commentaires, notamment des rapports d'abus et d'exploitation.

Trois modalités FCHM seront utilisées dans cette stratégie : des bureaux d'aide sur site STA FF ED par ActionAid STA FF, des boîtes de suggestion, des médias sociaux tels que Facebook Messenger et une hotline sans frais exploitée par un tiers entrepreneur avec des opérateurs multilingues. Celles-ci seront adaptées en consultation avec divers groupes, en particulier les femmes et les filles, les personnes âgées et les personnes ayant des obligations attentionnées pour s'assurer qu'ils se sentent en sécurité et en mesure d'y accéder, en particulier pour des problèmes sensibles. Les processus d'examen participatif et de révision et de dialogues de femmes locales seront également utilisés pour obtenir des commentaires directs des communautés. AA RDC continuera également à s'inscrire aux mécanismes des plaintes et des commentaires inter institutions.

Projections Financières

Les ressources de revenus de la période du CSP proviennent en grande partie du financement institutionnel, du partenariat et de la philanthropie. Le revenu de parrainage de l'enfant devrait être totalement progressivement sorti de à la fin de 2022.

Le revenu CS fait référence au revenu d'un produit régulier avec un profil d'enfant. Le CP ne recevra pas le revenu CS à la fin de 2022. Le revenu CS en 2021 et 2022 sera respectivement 299 000 £ et 190 000 £.

Le financement institutionnel fait référence aux revenus provenant des sources bilatérales et multilatérales soulevées principalement par le biais de processus concurrentiels et est régie par un contrat par exemple. Revenu de la CE, FCDO, DANIDA, etc.

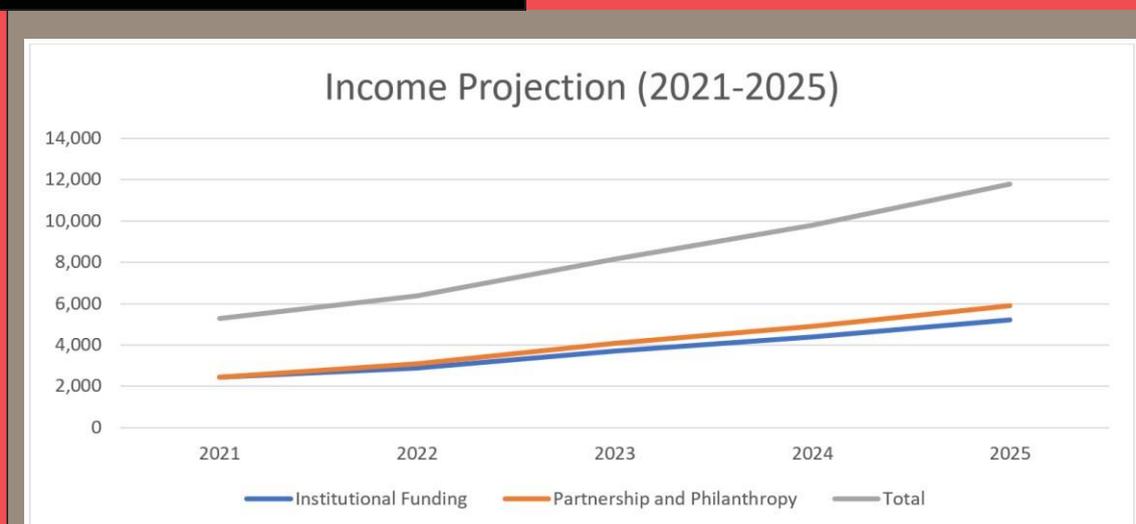
Au cours de la période du CSP, le revenu de cette source constituera en moyenne 87% du revenu total. Le CP prévoit de collecter une moyenne de 3 229 000 £ de cette source de revenu sur la période du CSP.

La philanthropie et les partenariats sont donnés des revenus des principaux donateurs, des entreprises, des fiducies et des fondations. Avec l'écart de financement découlant de la phase hors revenu du CS, nous intensifierons notre collecte de fonds E FF GFR dans cette zone pour augmenter ce flux de revenu. Une moyenne de 386 000 £ devrait être soulevée à partir de ce flux de revenu sur la période du CSP.

Tableau 1: Projections de revenus (2021-2025)

Income Source	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Average
	£000	£000	£000	£000	£000	£000	£000
Child Sponsorship (CS)	397	190	-	-	-	587	117
Institutional Funding	2,446	2,869	3,715	4,385	5,220	18,635	3,727
Partnership and Philanthropy	0	220	370	520	670	1,780	356
Total	2,843	3,279	4,085	4,905	5,890	21,002	4,200

Figure 5: Projections de revenus (2021-2025)



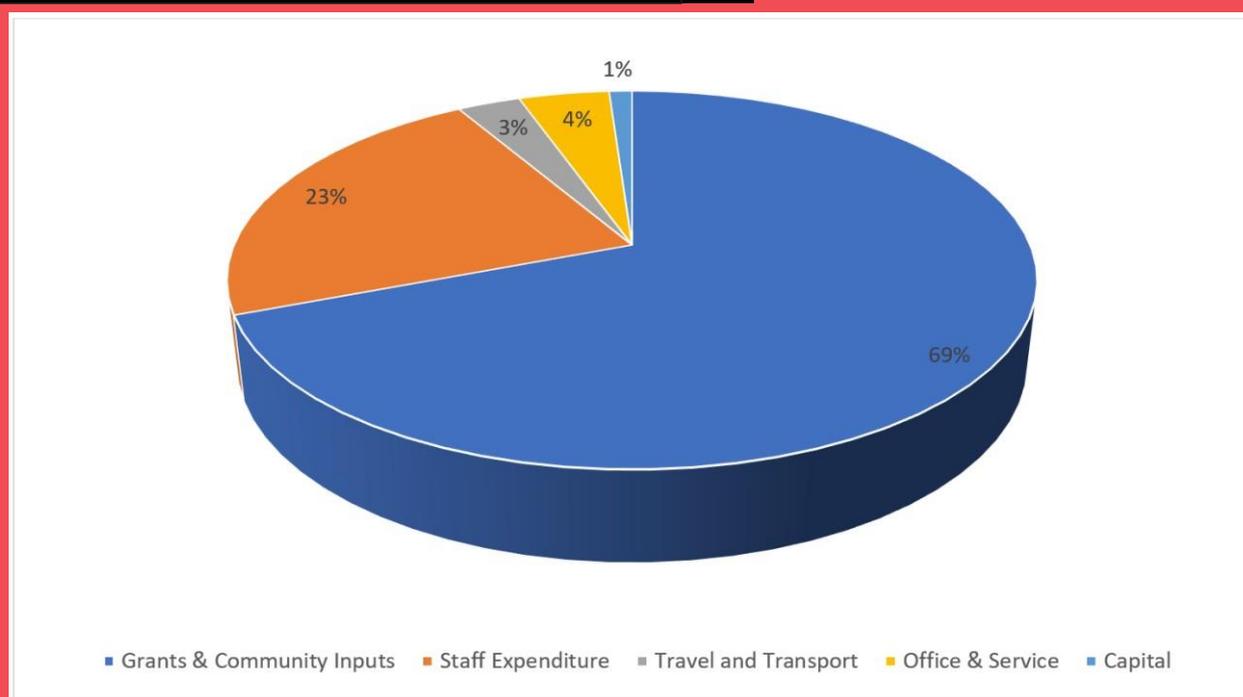
Dépense 2021-2025

Les dépenses sont analysées selon la classification des coûts naturels. Les dépenses moyennes sur la période du CSP seront de 4153 000 £ avec 70% des dépenses étant une contribution directe de la communauté et des subventions. Le tableau 2 constitue une ventilation des dépenses basées sur les coûts naturels.

Table 2 : Classification des couts naturels (2021-2025)

Expenditure by Classification	2021	2022	2023	2024	2025	Total	Average	Prop %
	£000	£000	£000	£000	£000	£000	£000	
Grants & Community Inputs	1,955	2,265	2,922	3,409	3,983	14,534	2,907	70%
Staff Expenditure	634	717	818	925	1,162	4,256	851	20%
Travel and Transport	85	96	130	224	388	923	185	4%
Office & Service	122	138	144	254	267	925	185	4%
Capital	31	12	15	35	35	128	26	1%
Total	2,827	3,228	4,029	4,847	5,835	20,766	4,153	100%

Figure 6 : Classification des couts naturels (2021-2025)



Reserves

En tant que CP satellite, on ne s'attend pas à ce que nous gardions des réserves. Cependant, l'AADRC reconnaît hautement l'importance de conserver des réserves pour permettre au PC de répondre aux exigences de cofinancement des projets financés par les donateurs et d'autres exigences, d'autant plus que les revenus de CS cesseront à la fin de 2022. Des efforts sont déployés pour garantir que nous récupérons autant le soutien administratif des projets financés par des donateurs dans la mesure du possible. Des mesures de rationalisation des coûts seront également introduites pour améliorer l'efficacité opérationnelle.



CADRE MEAL

Introduction

La métathéorie de Change (MTOC) de ActionAid guide notre compréhension collective de ce qui va conduire à la justice sociale, à l'égalité des sexes et à l'éradication de la pauvreté. Notre engagement à long terme avec les personnes vivant dans la pauvreté et les préoccupations en tant que catalyseur et un contributeur aux processus de changement social a informé que l'AA RDC a besoin de se concentrer davantage sur le traitement du patriarcat et de la profondeur. la pauvreté pendant la crise humanitaire.

Ce cadre servira à la fois la responsabilité et l'apprentissage. La responsabilité se concentrera sur la responsabilité à la hausse et la responsabilisation à la baisse. Le cadre favorisera également l'apprentissage collaboratif, permettant aux parties prenantes de partager leurs points de vue, leurs points de vue et leurs idées, sans crainte de conséquences négatives. Ce cadre est conçu pour traiter les caractères multi-facettes des chocs et des facteurs de stress associés au contexte humanitaire en utilisant à la fois des indicateurs qualitatifs et quantitatifs ayant une implication active des personnes préoccupantes pour définir les indicateurs.

Les principes clés qui guidaient la conception de ce cadre MEAL incluent la participation, l'autonomisation, la fiabilité, la responsabilité, l'apprentissage, la sensibilité au genre, la sensibilité d'urgence / catastrophe, la flexibilité et l'adaptabilité. Les résultats et les indicateurs du cadre MEAL ressemblent au-delà de la RDC et de l'AAI et contribuent aux indicateurs et résultats de grappes. Le cadre examine les priorités du programme et les quarts d'organisation, les zones de résultats clés, les résultats et l'impact qui ont une relation avec les objectifs du CSP. Cela regroupera de confirmer ou autrement la théorie du changement de l'intervention.

Table 3: Cadre de MEAL

Theory of Change: AA DRC therefore, believes that gender equality and poverty eradication can be secured through effective community and women led protection and accountability mechanisms supported by sustainable and resilient livelihoods. This is achieved through purposeful individual and collective action of people affected by crisis to shift and challenge unequal and unjust power from the household level to local, national and international levels.

Programme Priority 1: Enhance security, dignity and empowerment of persons of concern to reduce protection risk

Persons of concern live in dignity without fear of discrimination and insecurity

	Outcomes	Indicators
<p>Key focus area 1: <i>Strengthen community-based protection mechanisms to reduce protection risks</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Protection risk mapped in communities • Community-based protection plans implemented • Reduced protection risk • Increased safe spaces for women and girls 	<ul style="list-style-type: none"> • Evidence of protection risk map • Evidence of women and community-led interventions <p>Number of physical and invisible safe spaces for women and girls</p>
<p>Key focus area 2: <i>Improve responsiveness of humanitarian actors in addressing strategic and immediate and long-term protection needs of people of concern especially women.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mental, psychosocial and medical support accessible to women and other vulnerable groups as well as groups and individuals with specific needs. • Community based referencing systems established. • Increased allocation of resources to respond to protection issues by government. • Increased access to income and economic empowerment opportunities through multipurpose cash transfers • Women and other vulnerable groups represented in decision-making on protection policies and programmes • Alternative women protection models and COVID 19 	<ul style="list-style-type: none"> • Evidence of MPSS provided • Number of community referencing systems • Number of government policies and programmes on protection • Evidence of alternative protection models <p>Evidence of alternative economic opportunities for persons of concern</p>
<p>Key focus area 3: <i>Undertake protection monitoring to collect and analyse protection information for accountability and advocacy.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Updated data on protection • Pool of protection monitors especially women available in communities • Protection policy briefs produced. 	<ul style="list-style-type: none"> • Effectiveness of AA protection reporting system • Number of female and active protection monitors <p>Evidence of protection information feeding into cluster processes</p>

Programme Priorité 2 : Accroître l'accès à un environnement d'apprentissage sûr et de qualité pour tous les enfants, en particulier ceux concernés par le conflit		
Impacte : Enfants, en particulier ceux touchés par des conflits, ont l'accès à un environnement sain/ des espaces d'apprentissage de qualité		
	Résultats	Indicateurs
Domaine d'intervention clé 1 : Améliorer la qualité de l'éducation de base de qualité pour tous les enfants	<ul style="list-style-type: none"> • Accès accru aux matériaux d'enseignement et d'apprentissage pour tous les enfants • Capacité accrue des enseignants et des administrateurs d'école sur la prévention et le contrôle de l'infection (PCI) • Accès accru aux espaces d'apprentissage propices • Augmentation de la conscience parentale sur l'attribution et l'utilisation des ressources dans l'éducation • Augmentation des capacités des enseignants de la nouvelle pédagogie, de la méthodologie d'enseignement sensible au genre et de sexe • Méthodes d'enseignement et d'apprentissage flexibles, y compris l'apprentissage à domicile adopté pour augmenter le temps sur la tâche • Demande accrue de réformes de la politique du secteur de l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'enfants, notamment des personnes déplacées avec les TLMS • Preuve des enseignants intégrant PCI dans la gestion de la classe • La preuve des écoles démontrant PCI • Preuve des ressources éducatives suivies. • Un certain nombre de méthodes d'enseignement flexibles adoptées
	Résultats	Indicateurs
Domaine d'intervention 2 : Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité accrue des élèves et des enseignants dans et autour des écoles • Accru des enseignants et de la compréhension des parents et de la gestion de • Bien-être socio-émotionnel des enfants et sécurité et sécurité à l'école et au ménage • Accru d'espaces sûrs et de points d'écoute pour les filles dans les localités • Diminution des cas de séparation familiale due aux catastrophes, aux soins et à la réunification familiale • Les structures gouvernementales et 	<ul style="list-style-type: none"> • Un nombre d'écoles établis avec sûreté et sécurité • Un certain nombre d'enseignants démontrant une compréhension du bien-être socio-émotionnel et de la sûreté et de la sécurité à l'école. • Preuve de réduction du nombre des Enfants non accompagnés et séparés.

	<p>communautaires répondent (transitoire et psychosociale) aux cas de violence affectant les enfants y compris les VAGs</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation accrue aux enfants sur les droits de santé sexuelle et reproductive. 	<ul style="list-style-type: none"> La preuve de la sensibilisation des enfants à la sexuelle et droits de la santé en matière de procréation, protection de l'enfance en cas d'urgence
<p>Programme Priorité 3 : Établir et renforcer les systèmes de soutien des moyens de subsistance élastiques durables</p>		
<p>Impacte : Les personnes de préoccupation reprennent une bonne allure</p>		
	<p>Résultats</p>	<p>Indicateurs</p>
<p><i>Domaine d'intervention clé 1 : Construire un programme communautaire de moyens de subsistance durables et résilients (groupes communautaires, soutien)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation socio-économique et analyse de contexte et contexte des personnes préoccupantes et du système de marché global mené La vulnérabilité et l'analyse de la capacité pour comprendre le risque au niveau local mené Analyse de la chaîne de valeur avec le potentiel de création d'emplois identifiée Une compréhension accrue de l'efficacité potentielle et des secteurs viables de marché à investir. Systèmes d'alerte précoce établis pour informer la prise de décision humanitaire Des programmes innovants fondés sur la communauté établis 	<ul style="list-style-type: none"> Un certain nombre d'évaluations socio-économiques et d'analyses de contexte menées. Nombre de systèmes d'alerte précoce établis la preuve d'innovants programmes de moyens de subsistance communautaires établis
<p><i>Domaine d'intervention clé 2 : Établir une gestion communautaire des risques de catastrophe (CBD)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la préparation et de la planification de la réponse aux catastrophes de la communauté Mise en œuvre accrue de la Communauté à la communauté du plan de préparation aux catastrophes et de réponses de catastrophe Augmentation des investissements publics dans la préparation et le risque 	<ul style="list-style-type: none"> Preuve de la communauté Préparation aux catastrophes et Plans de réponse mises en œuvre
<p><i>Domaine d'intervention clé 3 : Promouvoir la récupération et la diversification des actifs</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Accès accru aux programmes complémentaires par le gouvernement et d'autres Acteurs pour aider les personnes de préoccupation Accès accru à des liquidités conditionnelles et inconditionnelles pour renforcer la locale Économie et trésorerie pour des actifs et de l'argent pour le travail Une collaboration accrue avec le secteur privé pour fournir une entreprise basée sur les entreprises Développement de la chaîne de 	<ul style="list-style-type: none"> Un certain nombre de programmes complémentaires du gouvernement soutenant des personnes préoccupantes Un certain nombre de personnes de préoccupation accédant à des espèces multiples Preuve de personnes préoccupantes en utilisant des connaissances et des

	<p>formation et de la valeur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation accrue des personnes préoccupantes dans l'agriculture de subsistance agroalimentaire, l'agroécologie • Économies communautaires innovantes et schémas de prêt établis • Augmentation de la répartition des ressources pour les programmes de subsistance des acteurs gouvernementaux et humanitaires. 	<p>compétences en agriculture de subsistance-agroalimentaire, de l'écologie agroalimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un certain nombre de schémas d'épargne et de prêt communautaires innovants établis • Augmentation du pourcentage des ressources allouées par le gouvernement pour des programmes de subsistance
--	--	--

Priorités organisationnelles et changements

<p>Priorité 1 : Amélioration du leadership et de la gouvernance de l'organisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Structure organisationnelle adaptable et agile mise en œuvre • Augmenter la résilience du CP par la mise en œuvre du modèle satellite • Amélioration de la sécurité individuelle et de la sécurité, du bien-être, de la sécurité et de la sécurité et de la performance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve d'une structure adaptée à des fins. • Preuve de la RDC AA fournissant un soutien à la mise en œuvre d'un modèle d'exploitation spécifique au contexte unique et pertinent • La preuve d'un forum féminin fonctionnel qui répond aux besoins de leadership et aux besoins stratégiques du personnel féminin • Preuve d'internalisation des dix principes féministes top dix • La preuve des commentaires liés à l'exploitation sexuelle et à l'abus traitée dans les 24 heures. • Un certain nombre de mesures mises en place pour évaluer le niveau de stress des membres individuels du personnel • Preuve d'adhésion à la politique de sécurité et de sécurité du personnel de l'AA dans toutes les opérations
--	--	---

<p>Priorité 2 : Améliorer la communication et diversifier les financements.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accru d'engagement du public pour promouvoir le leadership local et la responsabilisation des femmes dans la réponse humanitaire en collaboration avec les médias • Augmentation des investissements dans des systèmes, y compris le Soleil, le CMS, le système de reporting de protection et les systèmes MEAL en ligne • CS a progressé en douceur • Nouvelles sources de revenus à long terme et innovantes développées • Amélioration des relations avec le Secrétariat mondial et les autres membres de la Fédération • Un financement sans restriction garantie pour la réponse humanitaire dirigée par les femmes, le leadership des femmes, le plaidoyer et la politique. • Rétention et attraction accrue des donateurs pour un financement plus officiel et de grande valeur • Stratégie de financement basée sur des plans de financement locaux et locaux clairs développés • Capacité accrue du personnel dans l'intelligence des donateurs ainsi que le recrutement et les relations des donateurs. • Stratégies de recouvrement des coûts appropriées développées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un certain nombre d'engagements publics sur le leadership local des femmes et la responsabilisation de la réponse humanitaire • Preuve d'allocation de ressources dans les systèmes • Un certain nombre de sources de revenus à long terme sécurisées • Un certain nombre de liaisons CS ont été supprimées • Montant de revenus sans restriction sécurisés • Un certain nombre de donateurs conservés • Un certain nombre de nouveaux donateurs ont attiré • Preuve de la stratégie de financement approuvée et opérationnelle • Preuve de renforcement des capacités du personnel dans le renseignement des donateurs et le recrutement des donateurs et des relations. • Preuve de taux de recouvrement de bons coûts
<p>Priorité 3 : Améliorer la gestion financière pour accroître l'efficacité et promouvoir la responsabilité et la transparence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du traitement des transactions, des rapports et de la gestion des fonds. • Système de gestion des contrats renforcé • Amélioration des capacités du personnel non financier dans les processus de gestion financière • Protection accrue et sauvegarde des ressources organisationnelles par le biais de systèmes de contrôle interne et de politiques • Système de gestion des risques robuste établi • Valeur pour l'argent obtenu grâce à des processus d'approvisionnement robustes et transparents • Une politique de recouvrement des 	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve de gestion efficace des subventions et de rapports • Preuve de valeur pour l'argent dans les processus d'approvisionnement • Preuve d'audits annuels non qualifiés • Preuve de systèmes de contrôle interne efficaces et de politiques de preuve d'une preuve de matrice de risque régulière de comptes de gestion mensuelle

	<p>coûts instituée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conformité accrue avec les dix premières bases • Niveaux de réserve d'un minimum de 2 mois de dépenses obtenues • Les fonctions de gestion des subventions ont renforcé la capacité d'absorption améliorée grâce à une augmentation périodique des hauts et des échelles liées à la réponse humanitaire 	
<p>Priorité 3 : Améliorer la cohérence et la qualité des programmes pour la responsabilisation et l'apprentissage</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CHS accréditée. • Sous-clusters de protection et groupes de travail sur la protection de l'enfance hébergée • Groupe de travail de la RDC opérationnel et fonctionnel. • Informations de base collectées et analysées • Un système MEAL en ligne a mis au point des plaintes et un mécanisme de rétroaction établi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve du certificat de CHS Alliance • Preuve d'un système MEAL fonctionnel • Preuve de la cohérence du programme • Nombre de mécanismes de plainte et de rétroaction établis dans la communauté • Preuve d'informations de base

Analyse des risques

Le risque est inhérent à la réponse humanitaire et au contexte de la RDC. Certains des risques identifiés incluent des risques contextuels, programmatiques, institutionnels, financiers, réputés et juridiques.

Tableau 4: Matrice des risques

Risque identifié	Probabilité (H/M/L)	Signification (H/M/L)	Propriétaire de risque	Stratégie d'atténuation Réponse à long terme du risque
Risque contextuel				
Difficulté à contenir l'épidémie de COVID-19 entraînant l'incapacité de l'AADRC à mettre en œuvre efficacement les activités.	M	H	CMT	<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer avec des donateurs pour intégrer la prévention et le contrôle de Covid-19 dans la programmation traditionnelle. 2. Collaborer avec les agences humanitaires et le groupe de travail Covid 19 pour mettre à jour le CP sur la situation. 3. Concevoir des projets flexibles dans le programme qui seront facilement et rapidement adaptables si nécessaire 4. Élaborer un plan d'urgence pour gérer l'impact de la pandémie.
Patriarcat et statut de la femme. Cela augmente le risque potentiel de violence sexuelle et sexiste et un éventail plus large de risques SHEA/protection.	H	H	CD, coordinateur de la sécurité et de la sécurité de STA FF / à la tête du soutien du pays	<ol style="list-style-type: none"> 1. Surveillance stricte des protocoles de sûreté et de sécurité STAFF. 2. Formation à la sûreté et à la sécurité et recyclage des clés du PERSONNEL (y compris exercices de simulation, etc.) et 3. Mise à jour régulière des politiques ERP et RH/Logistique le cas échéant

				4. Travailler en étroite collaboration avec le Forum des OING et l'INSO pour des mises à jour de sécurité régulières.
Détérioration des défis de sécurité, bureaucratique ou logistique (itinéraires d'accès fermés, dédouanement de douane lente, etc.) empêchent la livraison opportune de l'aide à la population cible	M	H	CD, Coordonnateur de sécurité et de sécurité STA FF	Équipez les bases locales et le convoi de la FILE avec un système de communication approprié (VSAT, VHF, Set à la main, CODAN ET THURAYA), qui garantira une communication fiable entre STA FF et les bases. - avec la collaboration des autorités étatiques et coutumières et associations locales, effectuer une surveillance régulière de la sécurité des lignes d'intervention pour les avertissements précoce.
Ruptures dans les chaînes d'approvisionnement à les achats d'ECTS FF et entrave la livraison de l'assistance	M	M	CMT	Incorporer l'accès aux points de livraison dans les processus de sélection. Maintenir et mettre à jour la liste des fournisseurs avec une connaissance et une compréhension appréciables du contexte.
Des attaques répétées sur la population locale et la variation dans d'autres régions du pays entraîneront une augmentation du nombre de personnes déplacées et créeront des cultes de DI FFI dans le maintien d'une capacité de réponse appropriée	H	H	CD-CD / Coordonnateur humanitaire	Link Humanitaire au développement du projet où le changement de comportement peut être surveillé et évaluer à plus tard.

Les pratiques traditionnelles et culturelles limitant les personnes concernées en particulier l'accès des femmes et le contrôle des ressources économiques telles que des services de terres, de crédit et d'extension	M	M	Coordonnateur humanitaire / Coordinateurs des Projets	Assurer une participation active et efficace des femmes dans la conception, la réponse, la surveillance et l'évaluation du programme
--	---	---	---	--

Risque programmatique				
La communauté inhibe la visibilité des femmes et des adolescentes, y compris la divulgation de problèmes de GBV.	M	M	Coordonnatrice humanitaire / Coordinateurs des Projets	Travaillez étroitement avec des organisations de référence, promouvoir / informer sur la voie de référence Clear and E FF et FF en place, etc. soutenant les femmes et les communautés dans lesquelles nous travaillons pour entreprendre des campagnes et une plaidoyer pour transférer et transformer le pouvoir.
Les mesures de la LEFP de FF FF FF entraînent une STA FF, des partenaires ou des volontaires associés blessant les membres de la communauté	M	M	CD / conseiller mondial de SHEA	Inclure le SHEA dans tous les contrats et accords avec STA FF, bénévoles, partenaires et fournisseurs de services. Effectuer une évaluation régulière des risques liés à la SHEA pour répondre aux problèmes émergents avant qu'ils ne pénètrent
Santé physique et mentale de STA FF et partenaires affectent de la mise en œuvre du programme	H	M	CD	Engager un spécialiste des MPS pour un soutien régulier

La faiblesse dans le système de justice pénale de la RDC fera qu'il s'agisse de difficulté de donner aux auteurs de violences à l'égard des femmes et des filles à réserver pour agir de dissuasion envers les autres	M	M	CMT	Travailler avec les acteurs du porteur d'obligations (par exemple: la police, le système judiciaire, les autorités locales, les milices, l'armée, etc.)
Risque institutionnel				
Le gouvernement commence à réduire davantage les activités d'ONG, notamment de ne pas fournir l'approbation des opérations ni des retards dans le renouvellement du certificat pour les opérations	L	H	CMT	Participer régulièrement à des réunions d'ONGI. Assurer la conformité au cadre réglementaire

Risque financier				
Corruption / fraude - Fonds non utilisés comme prévu, achat inefficace.	H	H	CD / chef de finances	Formations de suivi sur le système de contrôle interne. Effectuer des audits internes réguliers
Absence de systèmes bancaires dans les zones d'opération	H	H	Directeur de finances	Travailler en étroite collaboration avec les institutions financières les plus proches pour rendre les ressources à la disposition de la STA FF et des partenaires
Traitement de l'argent physique par les chefs des terrains	H	H	CD/ Directeur de finance	Gérer les informations financières. Utilisez le marchand d'argent mobile là où il est disponible et abordable

Le risque de réputation				
Désinformation sur les interventions clés axées sur les femmes	M	H	Personne focale MEAL/Coordinateur humanitaire	Fournir des informations cohérentes sur les interventions. Préparer et partager des dépliant et des brochures sur les interventions des AA en RDC
Mécanismes de rétroaction inefficaces, en particulier dans l'activité de la ligne sans frais	M	H	Personne focale CD/MEAL	Suivi régulier de la ligne libre de caisse

ACRONYMES

AA	ActionAid
ACHPR	Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CEDAW	Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes CHS
	Normes humanitaires fondamentales
CMS	Système de gestion des contrats
CMT	Equipe de coordination Pays
CP	Programme Pays
CPs	Programmes du pays
CS	Parrainage d'Enfant
CSO	Organisation de la société civile
CSP	Document stratégique du pays
DAC	Comité d'assistance au développement
DANIDA	Agence danoise de développement international
DfID	Departement pour le developpement international
DRC	Republique Democratique du CONGO
EC	Commission Europeenne
ERP	Programme de reponse d'Urgence
FCDO	Bureau du Commonwealth et du développement à l'étranger (Royaume-Uni)
GBP	Grande-BretagneLivres
GBV	Violence base sur le genre
GFS	Système financier mondial
HIV	Virus de l'immunodéficience humaine
IDPs	Personnes déplacées à l'intérieur
IHART	Équipe InternationaleHumanitaireetRésilience(ActionAidInternational)
INGOs	Organisation Internationale Non Gouvernementale
KPI	Indicateurs clés de performance
LFPPM	Manuel des politiques et procédures des finances locales
M&E	Suivi et Evaluation
MEAL	Suivi, évaluation, readability et apprentissage
NGO	Organisation Non gouvernemental
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
SAR	
SGBV	Violence basee sur le sexe et le genre
SHEA	Abus d'harsèlement et d'exploitation sexuelle
SIDA	Autorité suédoise de développement international
SUN	
SWG	Groupes de travail sectoriel
UASC	Enfant separe et non accompagne
UK	Royaume Uni
UN	Nations Unies
US	Etats Unies
USAID	Agence des Nations Unies pour le Developpement International

**Document stratégique pays RDCongo
2021-2025**

Publié par **ActionAid RDCongo**
Croisement des avenues Colonel
Ebeya et Hôpital H1/1,
Commune de la Gombe,
Kinshasa

Tel : +243 (0) 822911100
Email: actionaid.drc@actionaid.org
Website: www.actionaid.org/drc